



# Sixième Table ronde nationale annuelle sur la réduction des risques de catastrophe

*Tracer l'avenir pour la  
réduction des risques de catastrophe au Canada*

Plate-forme du Canada pour la  
réduction des risques de catastrophe

**RAPPORT FINAL 2015**





## Table des matières

Lettre du Comité consultatif.....	1
Principes de la Plate-forme du Canada .....	2
Aperçu de l'ordre du jour .....	4
Résumé des travaux .....	5
Ouverture de la séance.....	5
Mot de bienvenue .....	5
Présentation .....	6
Discours principal .....	7
Séance « Café du monde » .....	10
Conclusion – Jour 1.....	12
Visite sur place – Centre d'opérations d'urgence de Calgary.....	12
Mot d'ouverture – Jour 2 .....	13
Café du monde – Séance de vote et résultats.....	13
Groupe de discussion : La réduction des risques de catastrophe est l'affaire de tous .....	16
Séance parallèle 1 : Utiliser l'inondation de Calgary comme étude de cas pour l'application de la planification des risques associés à l'utilisation des terres et la cartographie des inondations.....	20
Séance parallèle 2 : Leadership pour les jeunes, la prévention des risques de catastrophe et la résilience : façonner le programme des jeunes dans la réponse du Canada au Cadre de Sendai.....	22
Séance parallèle 3 : Favoriser des relations basées sur la confiance afin de réduire davantage les risques de catastrophe dans les collectivités autochtones.....	24
Débat : Reconstruire en mieux – Un aspect essentiel du rétablissement.....	26
Séance de consultation : Innovation et recherche.....	28
Consultations après la Table ronde .....	32
Remarques finales .....	32
Regard vers 2016 .....	33
Contexte : Le Comité consultatif .....	34
Annexe A – Commentaires des participants à la séance Café du monde .....	35
Annexe B – Processus de planification de l'utilisation des terres .....	57

# Lettre du Comité consultatif

En tant que Comité consultatif de la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe, c'est avec plaisir que nous vous présentons le rapport final de la sixième Table ronde nationale annuelle pour la réduction des risques de catastrophe, qui a eu lieu à Calgary, en Alberta, les 2 et 3 novembre 2015.

Nous avons atteint notre objectif de rassembler les membres pour tenir à un dialogue ouvert et inclusif sur la réduction des risques de catastrophe (RRC). Près de deux cents personnes ont participé à la Table ronde de cette année, représentant un large éventail d'intervenants de nombreux secteurs de la société.

Avec la signature du *Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) des Nations Unies* par le Canada en mars 2015, la Table ronde a été l'occasion d'établir un dialogue avec nos partenaires et de lancer la discussion sur la mise en œuvre nationale du Cadre au Canada. Nous avons eu le privilège de compter parmi nous M<sup>me</sup> Margareta Wahlström, représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention des risques de catastrophe, qui a participé à la Table ronde en tant que conférencière d'honneur. M<sup>me</sup> Wahlström nous a fait part de son point de vue unique sur le Cadre de Sendai. Le reste du programme comprenait des séances plénières et des séances parallèles qui ont généré des discussions stimulantes suscitant la réflexion sur le thème de cette année : *Tracer l'avenir pour la réduction des risques de catastrophe au Canada*.

Nous remercions les conférenciers, les membres des groupes de discussion et les participants de leur contribution à cet événement. Le présent rapport contient quelques-uns des messages et des thèmes qui sont ressortis des séances. Nous souhaitons que l'information présentée vous incite à maintenir votre engagement et votre collaboration dans le cadre de la promotion de la réduction des risques de catastrophe au Canada.

Nous espérons avoir le plaisir de vous voir à la Septième Table ronde annuelle qui se tiendra à Montréal, au Québec, en 2016.

Veuillez agréer nos salutations distinguées.

Comité consultatif de la Plate-forme nationale du Canada pour la réduction des risques de catastrophe

Stéphanie Durand (présidente)

Marion Boon

Francis Bradley

Ian Burton

Andrée Chénard

Jeff Gill

David McCormack

Laurie Pearce

John Saunders

Michael Templeton

Mark Williamson

Rodney Yip

# Principes de la Plate-forme du Canada

## Vision de la Plate-forme

Bâtir un Canada sécuritaire et résilient en réduisant les risques et en tirant profit des capacités et des occasions qui s'offrent dans tous les ordres de gouvernement, le secteur privé, les milieux universitaires, les organisations non gouvernementales, les associations professionnelles, les groupes autochtones et la population en général.

## But de la Plate-forme

Fournir un lieu de mise en commun d'idées où les membres peuvent communiquer d'une façon qui facilite le dialogue et favorise l'examen objectif de l'état actuel des activités de réduction des risques de catastrophe (RRC) et des nouvelles perspectives liées aux rôles et aux partenariats de confiance, tout en incitant à l'exploration de nouvelles idées et de possibilités de collaboration.

## Objectifs de la Plate-forme

- Sensibiliser un large public et élaborer une approche intégrée en vue de réduire les risques, d'augmenter la résilience et d'atténuer les incidences des catastrophes pour les Canadiens.
- Fournir un mécanisme de coordination pour la RRC dans tous les secteurs en mettant à profit les réseaux et en établissant de nouveaux partenariats.
- Aider les intervenants en leur donnant des renseignements pertinents au sujet des politiques, des programmes et de la recherche à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale.

## Structure

La Plate-forme du Canada a mis en place une structure d'organisation et de gouvernance qui se compose de quatre organes interreliés : des membres ordinaires, des groupes de travail, un Comité consultatif et un secrétariat.

## Table ronde nationale annuelle sur la RRC

La Table ronde nationale annuelle facilite la coordination et la mise en œuvre des activités liées à la Plate-forme du Canada. Elle sert de tribune multilatérale permettant aux intervenants de discuter des questions nationales liées à la réduction des risques de catastrophe et d'échanger des renseignements à ce sujet. Six tables rondes ont eu lieu à différents endroits au Canada :

- le 26 octobre 2010, à Fredericton, au Nouveau-Brunswick;
- le 18 octobre 2011, à Ottawa, en Ontario;
- le 23 octobre 2012, à Vancouver, en Colombie-Britannique;
- le 5 novembre 2013, à Regina, en Saskatchewan;
- le 21 octobre 2014, à Toronto, en Ontario;
- les 2 et 3 novembre 2015, à Calgary, en Alberta.

## Objectifs et résultats de la Table ronde de 2015

Favoriser un dialogue inclusif, horizontal et participatif avec les intervenants de toutes les régions du Canada qui s'intéressent à la RRC, en portant une attention particulière aux aspects suivants :

- mettre en commun des idées sur la marche à suivre pour la gestion des urgences au Canada;
- élaborer un plan d'action pour la mise en œuvre nationale du nouveau Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030.

# Aperçu de l'ordre du jour

Maître de cérémonie : gendarme Jean-Philippe Michaud, Gendarmerie royale du Canada

Jour 1 – lundi 2 novembre 2015

Calendrier	Activité
De 12 h à 13 h	Inscription
De 13 h à 13 h 20	Ouverture de la séance
De 13 h 20 à 13 h 40	Présentation
De 13 h 40 à 14 h 30	Discours principal
De 14 h 30 à 14 h 40	Pause santé
De 14 h 40 à 15 h 30	Café du monde : Nouveau cadre de Sendai – Mise en œuvre nationale – Introduction à la prochaine séance
De 15 h 30 à 15 h 40	Pause santé
De 15 h 40 à 16 h 50	Café du monde : Nouveau cadre de Sendai – Mise en œuvre nationale (suite)
De 16 h 50 à 17 h	Clôture du jour 1 et aperçu du jour 2
17 h 30	Visite sur place – Centre des opérations d'urgence de Calgary

Jour 2 – le mardi 3 novembre 2015

Calendrier	Activité			
De 8 h à 9 h	Inscription (suite)			
De 9 h à 9 h 20	Mot d'ouverture du jour 2 et récapitulation du jour 1			
De 9 h 20 à 10 h 40	La réduction des risques de catastrophe est l'affaire de tous			
De 10 h 40 à 11 h	Pause santé			
De 11 h à 12 h 30	<p>Séances parallèles</p> <table border="1"> <tbody> <tr> <td>Atelier 1 – Utiliser l'inondation de Calgary comme étude de cas pour l'application de la planification des risques associés à l'utilisation des terres et la cartographie des inondations</td> <td>Atelier 2 – Leadership pour les jeunes, la prévention des risques de catastrophe et la résilience : façonner le programme des jeunes dans la réponse du Canada au Cadre de Sendai</td> <td>Atelier 3 – Favoriser des relations basées sur la confiance afin de réduire davantage les risques de catastrophe dans les collectivités autochtones</td> </tr> </tbody> </table>	Atelier 1 – Utiliser l'inondation de Calgary comme étude de cas pour l'application de la planification des risques associés à l'utilisation des terres et la cartographie des inondations	Atelier 2 – Leadership pour les jeunes, la prévention des risques de catastrophe et la résilience : façonner le programme des jeunes dans la réponse du Canada au Cadre de Sendai	Atelier 3 – Favoriser des relations basées sur la confiance afin de réduire davantage les risques de catastrophe dans les collectivités autochtones
Atelier 1 – Utiliser l'inondation de Calgary comme étude de cas pour l'application de la planification des risques associés à l'utilisation des terres et la cartographie des inondations	Atelier 2 – Leadership pour les jeunes, la prévention des risques de catastrophe et la résilience : façonner le programme des jeunes dans la réponse du Canada au Cadre de Sendai	Atelier 3 – Favoriser des relations basées sur la confiance afin de réduire davantage les risques de catastrophe dans les collectivités autochtones		
De 12 h 30 à 13 h 30	Dîner			
De 14 h 30 à 14 h 45	Discussion publique : Reconstruire en mieux – Un aspect essentiel du rétablissement			
De 14 h 45 à 15 h	Pause santé			
De 15 h à 16 h 10	Séance de consultation : Innovation et recherche			
De 16 h 10 à 16 h 30	Mot de la fin			

# Résumé des travaux

**Sixième Table ronde annuelle de la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe**

**Coast Hotel and Conference Center  
Calgary, Alberta  
Les 2 et 3 novembre 2015**

## Ouverture de la séance

Le gendarme Jean-Philippe Michaud, de la Gendarmerie royale du Canada, ouvre la Table ronde et tient le rôle de maître de cérémonie tout au long de l'événement.

Le gendarme Michaud donne le ton à l'événement en nous parlant de son expérience personnelle lors de l'inondation survenue en 2013, à Calgary, et de son travail dans le renforcement de la résilience communautaire, tout en soulignant l'importance de la RRC.

## Mot de bienvenue

Lori MacDonald, sous-ministre adjointe (SMA) à Sécurité publique Canada (SP), s'est jointe à Dave Galea, directeur des Initiatives de sécurité publique de l'Alberta Emergency Management Agency, pour souhaiter la bienvenue aux participants à la Sixième Table ronde annuelle sur la réduction des risques de catastrophe.

M<sup>me</sup> MacDonald souligne le vaste éventail d'intervenants présents à l'événement et souhaite la bienvenue à la Table ronde à Margarita Wahlström, représentante des Nations Unies pour la RRC.

M<sup>me</sup> MacDonald affirme que la Table ronde offre une occasion inestimable de renforcer les relations entre les principaux intervenants et d'apprendre directement de ces derniers les incidences de leur travail sur leur collectivité, et sur le milieu de la RRC en particulier.

Elle fait remarquer que les discussions et les ateliers prévus pour la Table ronde de cette année ont pour but de rassembler les membres afin qu'ils tiennent un dialogue inclusif visant à faire respecter le mandat commun à tous les intervenants, soit de veiller à la sécurité des Canadiens.

M<sup>me</sup> MacDonald conclut en remerciant les participants et les membres de leur travail acharné et de leur dévouement.

M. Dave Galea prononce des mots de bienvenue au nom de l'Alberta Emergency Management Agency. Il dit avoir déjà participé à trois tables rondes et souligne l'importance du travail de RRC.

M. Galea parle des inondations qui sont survenues en Alberta en 1995, en 2005, en 2010 et en 2013, et souligne l'intérêt que présentent des événements tels que cette table ronde pour échanger des pratiques exemplaires, écouter les experts et tirer des leçons les uns des autres, afin d'accroître la sécurité et la résilience de nos collectivités.

## Accueil traditionnel

Leonard Bastien, Aîné de la Confédération des Pieds-Noirs, prononce les mots traditionnels de bienvenue. Il exprime sa gratitude et sa fierté de faire partie de la Table ronde et raconte des histoires et des enseignements au groupe. Il donne sa bénédiction dans sa langue maternelle et prie pour que les participants réunis à la Table ronde poursuivent leurs travaux de RRC, dans l'espoir de créer un avenir meilleur. L'accueil traditionnel se conclut par une chanson sur le bison blanc sacré, dont le message est de savoir tracer notre chemin dans la vie.

## Présentation

Gina Wilson, sous-ministre déléguée de SP, commence sa présentation en remerciant M. Bastien de ses enseignements et de sa bénédiction. Elle nous parle de sa visite, il y a une vingtaine d'années, dans la collectivité de M. Bastien à une époque où celle-ci connaissait une grave crise de logement, ainsi que de sa visite plus récente, il y a trois ans. À son avis, le changement positif démontré par les gens de cette collectivité est un exemple parfait de la résilience des collectivités au moyen de l'intégration de perspectives autochtones.

La sous-ministre déléguée salue ensuite les participants de la Table ronde de cette année, venus de partout au pays et provenant de différents secteurs. Elle parle de la raison pour laquelle la Plate-forme du Canada pour la RRC est si importante. Elle donne également un aperçu de l'histoire de la Table ronde nationale, qui a été créée en 2009 sous la supervision de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe et de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies.

Selon M<sup>me</sup> Wilson, l'année qui vient de s'écouler a été une année de réflexion et de renouvellement. Elle explique qu'en 2015 ont eu lieu la conclusion du Cadre d'action de Hyogo des Nations Unies et la signature de son successeur, le Cadre de Sendai.

M<sup>me</sup> Wilson met en évidence l'environnement de risque au Canada, en constante évolution, et indique que depuis 2010, le Canada a connu des catastrophes dont les pertes se sont élevées à un milliard de dollars chaque année. Ce fait permet de démontrer la nécessité, pour le Canada, de se concentrer sur une vision commune, adoptant une approche holistique, adaptative et réceptive du système de gestion des urgences.

Elle invite les participants à discuter, à participer, à soulever des débats et à repartir enthousiastes à l'idée de bâtir un Canada sécuritaire et résilient.

## Discours principal

Margareta Wahlström, représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, exprime sa gratitude pour avoir été invitée à la Table ronde. Elle dit avoir examiné les résultats des tables rondes précédentes et être heureuse de constater que le « mouvement » de RRC au Canada a continué de croître.

M<sup>me</sup> Wahlström donne un aperçu du cheminement des nations vers l'adoption du nouveau Cadre de Sendai, y compris de son prédécesseur, le Cadre d'action de Hyogo. Elle reconnaît que la plupart des lacunes de ce dernier cernées par les nations ont été abordées au cours des consultations et des négociations relatives au Cadre de Sendai.

M<sup>me</sup> Wahlström affirme que le thème de la Table ronde de cette année « La réduction des risques de catastrophes est l'affaire de tous » a été repris tout au long du Cadre de Sendai; cependant, il reste toujours un défi, celui de faire en sorte que tous les secteurs de la société comprennent bien ce qu'est la RRC.

M<sup>me</sup> Wahlström déclare que 2015 est une année importante, car plusieurs conférences s'y dérouleront, comme le Programme d'action d'Addis-Abeba et la Conférence sur les changements climatiques. Beaucoup d'efforts ont été déployés pour assurer l'intégration, dans ces accords potentiels, des principes définis dans le Cadre de Sendai. Parmi les éléments importants définis lors de la négociation du Cadre de Sendai, mentionnons la nécessité d'établir des liens entre les changements climatiques et la RRC; des liens entre la planification du développement et la RRC; ainsi que des mesures et des normes internationales.

M<sup>me</sup> Wahlström dit du Cadre de Sendai qu'il vise à réduire considérablement les pertes et les risques liés aux catastrophes et aux pertes de vies humaines, d'atteinte aux moyens de subsistance et à la santé des personnes, et d'atteinte aux biens économiques, physiques, sociaux, culturels et environnementaux des personnes, des entreprises, des collectivités et des pays.

*« Grâce au Cadre de Sendai, nous passons de la gestion des catastrophes à la gestion des risques. »*

Elle souligne que la portée du cadre est également très ambitieuse, car elle comprend les catastrophes à petite échelle qui ne sont généralement pas comptabilisées, mais qui représentent cinquante pour cent des pertes mondiales. Le Cadre de Sendai met un accent important sur les mesures à prendre, les capacités et les ressources à l'échelle locale.

*« La réduction des risques de catastrophe est l'affaire de tous. Les gouvernements demeurent à la tête des opérations et sont, dans l'ensemble, responsables. Mais ils ne peuvent pas accomplir cela seuls, mentionne le Cadre. Ils doivent s'assurer de pouvoir créer les conditions pour que tous puissent non seulement participer, mais travailler vraiment à la définition du problème, à la recherche de solutions et à l'exécution. »*

M<sup>me</sup> Wahlström souligne le besoin de continuer à mettre l'accent sur la santé, les populations vulnérables, la science et la technologie, ainsi que le secteur privé. Elle déclare que le terme *groupes vulnérables* a été remplacé par le terme plus pratique *personnes vivant en situation de vulnérabilité*, ce qui reflète plus adéquatement les situations changeantes que connaissent ces gens, plutôt que de mettre tout le monde dans le même bateau. À son avis, en raison de l'accroissement de la portée et de l'ampleur des catastrophes, il sera essentiel de mobiliser davantage le secteur privé et les groupes de science et technologie si l'on veut bâtir des collectivités résilientes. M<sup>me</sup> Wahlström abonde dans le sens des enseignements transmis aux participants par l'Aîné Bastien en indiquant que les priorités du Cadre de Sendai pourraient être atteintes en utilisant certains moyens, dont les connaissances traditionnelles, autochtones et locales en parallèle avec la science moderne.

Elle présente un aperçu des quatre priorités des domaines d'action énoncées dans le Cadre de Sendai.

- (i) Comprendre les risques de catastrophe. Des renseignements doivent être disponibles et accessibles afin que les citoyens puissent comprendre et interpréter les risques auxquels ils sont confrontés.
- (ii) Renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour mieux les gérer. Une bonne structure de gouvernance est essentielle; elle doit comporter des lois et des politiques, mais aussi tenir compte des leçons tirées des incidents passés.
- (iii) Investir dans la réduction des risques de catastrophe aux fins de la résilience. Créer un espace où tous les secteurs de la société pourront collaborer, y compris le milieu des affaires, et utiliser efficacement les médias et les réseaux sociaux pour aider les personnes en situation de crise.
- (iv) Renforcer l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « reconstruire en mieux » durant la phase de rétablissement, de remise en état et de reconstruction. Importance de la reconstruction.

*« [...] l'un des principaux aspects, je crois, est que nous devons reconnaître les changements survenant dans les collectivités qui ont vécu des catastrophes. Ne pas voir systématiquement le côté négatif, mais voir plutôt les possibilités et ne pas reconstruire de la même manière ce qui vient d'être détruit. »*

En outre, le Cadre de Sendai formule sept objectifs mondiaux. Les quatre premiers portent sur la réduction de la mortalité, la réduction du nombre de personnes touchées, les pertes économiques en ce qui concerne le produit intérieur brut mondial et les dommages causés aux infrastructures essentielles. Les autres objectifs mettent l'accent sur la nécessité pour les gouvernements et les autorités locales d'élaborer un plan éclairé de réduction des risques de catastrophe d'ici 2020, de renforcer la coopération avec les pays en développement et de soutenir la mise en œuvre du Cadre, de même que de mettre au point et à la disposition des populations des systèmes d'alerte précoce et d'accès à de l'information sur les risques de catastrophe.

Pour soutenir la mise en œuvre du Cadre de Sendai, M<sup>me</sup> Wahlström fait remarquer que l'Assemblée générale de l'ONU a mis en place un groupe d'experts intergouvernemental dont le mandat est de définir les indicateurs qui serviront à suivre les progrès qui seront réalisés au cours des années à venir par rapport aux objectifs établis. Outre la création de ces indicateurs, le groupe intergouvernemental s'emploie à réviser la terminologie liée aux stratégies internationales de réduction des catastrophes.

M<sup>me</sup> Wahlström parle de l'importance continue accordée aux plateformes mondiales, régionales et nationales dans le Cadre de Sendai, et a noté qu'environ 86 pays ont des plateformes nationales, présentant divers niveaux de participation et d'engagement. Elle affirme que d'autres pays pourraient tirer profit de l'expérience et du modèle du Canada.

En conclusion, M<sup>me</sup> Wahlström reconnaît être très impressionnée par la façon dont le Cadre de Sendai a favorisé la pensée critique des nations et des régions; le principal défi réside désormais dans sa mise en œuvre. Enfin, elle invite les participants à se tourner vers l'avenir et à continuer à œuvrer pour renforcer la résilience et réduire les risques de catastrophe.

## Séance « Café du monde »

Stéphanie Durand, directrice générale, SP, présente la séance « Café du monde ». Elle explique que l'objectif du Café du monde est de puiser dans l'intelligence collective des participants au moyen de conversations enrichissantes et de discuter de façons novatrices de faire progresser la réduction des risques de catastrophe au Canada.

Elle mentionne que la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles augmentent parallèlement aux coûts qu'elles entraînent. Selon elle, en tant que Canadiens, nous nous efforçons de travailler ensemble en temps de crise, mais nous devons aussi être prudents dans notre approche de gestion des catastrophes et nous concentrer sur la prévention et l'atténuation.

M<sup>me</sup> Durand présente Laurie Pearce, présidente du Justice Institute of British Columbia et de l'Université Royal Roads, qui animera la séance Café du monde. M<sup>me</sup> Durand souligne le travail accompli par M<sup>me</sup> Pearce à titre de présidente du Groupe de travail sur les collectivités résilientes (GTCR).

Laurie Pearce explique que les séances Café du monde sont un moyen de mobiliser l'intelligence collective en tenant des conversations ouvertes. En général, une séance Café du monde est l'occasion d'aborder des questions, de faire preuve d'innovation et de créer des réseaux et des liens. Les membres du GTCR se sont rencontrés pour examiner les nombreuses mesures de suivi désignées comme priorités dans le Cadre de Sendai, et ont établi une liste des points les plus importants à l'échelle nationale, selon eux. On a ensuite demandé à tous les membres de GTCR de choisir des points à présenter à une séance Café du monde. Les questions soulevées au Café du monde ont ensuite été définies en fonction des priorités les plus élevées.

M<sup>me</sup> Pearce explique que l'objectif de ce Café du monde est de répondre aux questions liées aux grandes priorités et de définir ce que sera la contribution du Canada au Cadre de Sendai. Les quatre priorités et leurs questions connexes sont les suivantes :

Priorité n° 1 : Comprendre les risques de catastrophe

*Question 1 : Qu'est-ce qui pourrait être fait à l'échelle nationale pour dynamiser et engager pleinement les collectivités locales et les citoyens en vue d'accroître l'information et la sensibilisation du public à l'égard de la réduction des risques de catastrophe?*

Priorité n° 2 : Renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour mieux les gérer

*Question 2 : Quelles mesures pourraient être prises à l'échelle nationale pour soutenir et encourager les autorités locales à adopter des approches inclusives de gestion des risques de catastrophe et à en coordonner l'application (p. ex. de concert avec la société civile, les collectivités, les peuples autochtones et les migrants)? Garder à l'esprit la nécessité de mener des consultations publiques et communautaires approfondies, formées d'intervenants pertinents à l'échelle nationale et locale.*

Priorité n° 3 : Investir dans la réduction des risques de catastrophe aux fins de la résilience

*Question 3 : Quelles mesures pourraient être prises à l'échelle nationale pour améliorer la compréhension locale des risques de catastrophe de façon à favoriser l'intégration de l'évaluation de ces risques à la création et à la mise en œuvre des politiques d'utilisation des terres?*

Priorité n° 4 : Renforcer l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « reconstruire en mieux » durant la phase de rétablissement, de remise en état et de reconstruction

*Question 4 : Quelles mesures pourraient compter le plus dans la mise en place d'un processus entièrement participatif pour la préparation de systèmes nationaux communs de prévision et d'alerte rapide multisectoriels et multirisques qui sont axés sur les personnes et accessibles par les collectivités, et qui devrait appliquer ces mesures?*

La séance Café du monde a bien fonctionné, les participants ayant bien discuté et leurs idées ayant été enregistrées. M<sup>me</sup> Pearce invite les gens à poursuivre ces conversations après la Table ronde. Elle mentionne que les organisateurs de la Table ronde sont prêts à recueillir l'information et à organiser, le lendemain, une séance permettant aux participants de voter sur des thèmes qui sont ressortis pour chaque question.

Les résultats de la séance de vote électronique commencent à la page 14 du présent rapport.

## Mot de la fin – Jour 1

La sous-ministre adjointe Lori MacDonald clôt le Jour 1 en faisant remarquer le dynamisme manifesté par le groupe lors de la séance Café du monde et en remerciant tous les participants de leur participation active. Elle remercie également la sous-ministre déléguée, M. Galea, M. Bastien et M<sup>me</sup> Wahlström pour leur participation au Jour 1.

La sous-ministre adjointe présente ensuite un aperçu du programme du Jour 2 de la Table ronde, qui comprend une séance de vote électronique sur les thèmes qui sont ressortis de la séance Café du monde et deux discussions de groupe.

## Visite sur place – Centre des opérations d’urgence de Calgary

Pour la première fois, les organisateurs de la Table ronde coordonnent une visite de site optionnelle à l’intention des participants de la Table ronde. La visite du Centre des opérations d’urgence de Calgary (COU) a lieu durant la soirée du 2 novembre 2015. Le chef du COU, Tom Sampson, et la chef adjointe, Susan Henry, animent la visite à l’intention des 50 participants présents.

Les participants sont d’abord conduits dans la salle de conférence de presse où les accueille le chef Sampson. Il explique qu’il s’agit de la pièce où son équipe et lui-même ont informé les médias lors des inondations survenues à Calgary en 2013. Il raconte l’histoire de la construction de l’immeuble, qui a ouvert officiellement ses portes en novembre 2012 et qui a été construit selon la norme LEED® Or. Il parle ensuite de la disposition et des fonctions du Centre. L’installation autonome est essentiellement un abri souterrain, conçu en tant que plaque tournante pour la coordination des efforts d’intervention en cas de catastrophe ou en situation d’urgence majeure. En cas de catastrophe, de situation d’urgence majeure et d’exercice, les représentants de la Ville de Calgary, les unités commerciales et les organismes externes (comme les entreprises de services publics) travaillent ensemble au COU à intervenir et à résoudre les problèmes. Il explique que le renforcement des systèmes d’alimentation électrique et de communication du COU lui permet de fonctionner de manière indépendante au cours des 72 premières heures d’une situation d’urgence, qui sont très importantes.

À l’issue de la séance d’information, le chef Sampson conduit les visiteurs sous terre, afin qu’ils puissent constater par eux-mêmes tous les « rouages » du Centre. Il raconte au groupe des histoires, y compris l’évacuation du zoo de Calgary lors de la plus récente inondation majeure.

La visite se termine par une visite du centre de commandement, où la chef adjointe, Susan Henry, leur montre les nombreuses fonctionnalités du système d’information géographique à la fine pointe de la technologie. Elle explique comment les médias sociaux peuvent être utilisés en période de catastrophe et montre des exemples sur l’écran vidéo en utilisant Twitter. Elle précise que le Centre adopte une approche concertée pour résoudre les problèmes qui y surviennent. À la fin de la visite, le chef Sampson et la chef adjointe Henry répondent aux questions des participants.

## Mot d'ouverture – jour 2

Le gendarme Michaud accueille les participants en ce Jour 2 de la Table ronde et saisit cette occasion pour remercier les groupes de bénévoles qui interviennent en cas de catastrophe. Fort de l'expérience qu'il a acquise lors de l'inondation de 2013 à Calgary, il parle des problèmes que les niveaux d'eau élevés et les débris ont causés aux premiers intervenants lorsqu'ils ont voulu pénétrer dans les collectivités. Le gendarme Michaud souligne les efforts souvent mal reconnus des agriculteurs pendant l'inondation. Ce fut grâce à leurs efforts et à leur équipement que les premiers intervenants ont pu entrer dans les collectivités rapidement et sauver des vies.

## Café du monde – Séance de vote et résultats

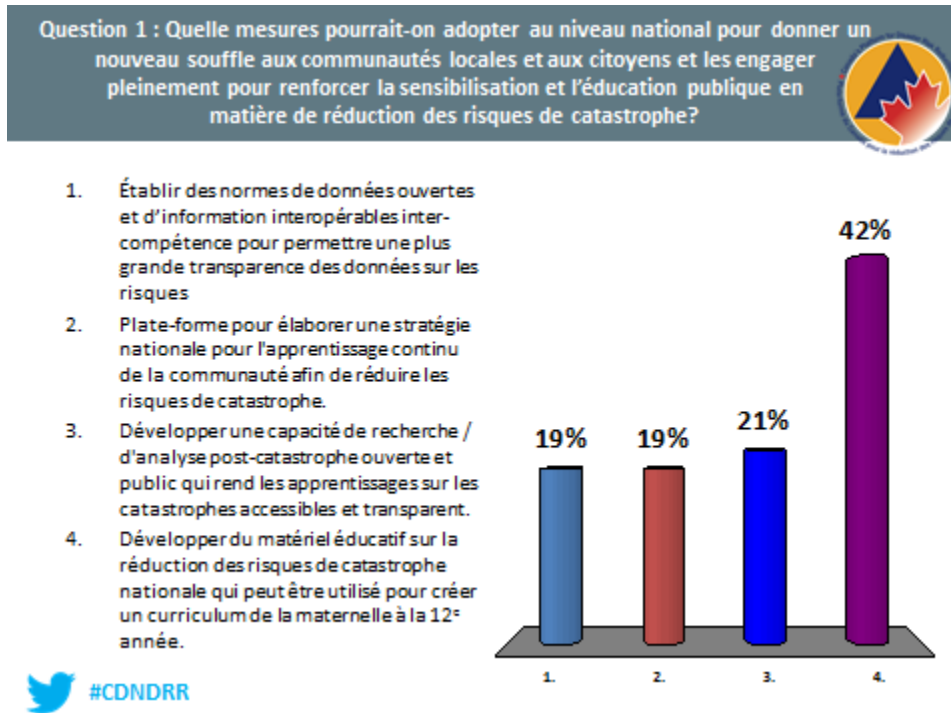
À chaque table du Café du monde, il y avait un animateur et un preneur de notes. Les points clés des participants ont été enregistrés sur des tableaux à feuilles mobiles et des napperons. À l'issue de la séance, tous ces points ont été revus et regroupés sous les thèmes présentés au vote le Jour 2 de la Table ronde. Pour que cela soit plus pratique, de nombreux points soulevés sur les populations vulnérables ou spéciales, ou sur des mesures touchant des collectivités ou des sites précis, ont été regroupés sous des thèmes plus larges et plus génériques aux fins du vote. Tous les points enregistrés sont présentés à l'annexe A.

Renée Gobeil, gestionnaire, Unité de recherche, anime la séance de vote, qui donne aux participants l'occasion de voter par voie électronique, en utilisant des compteurs à main, sur le thème qu'ils jugent le plus important pour chacune des priorités du Cadre de Sendai.

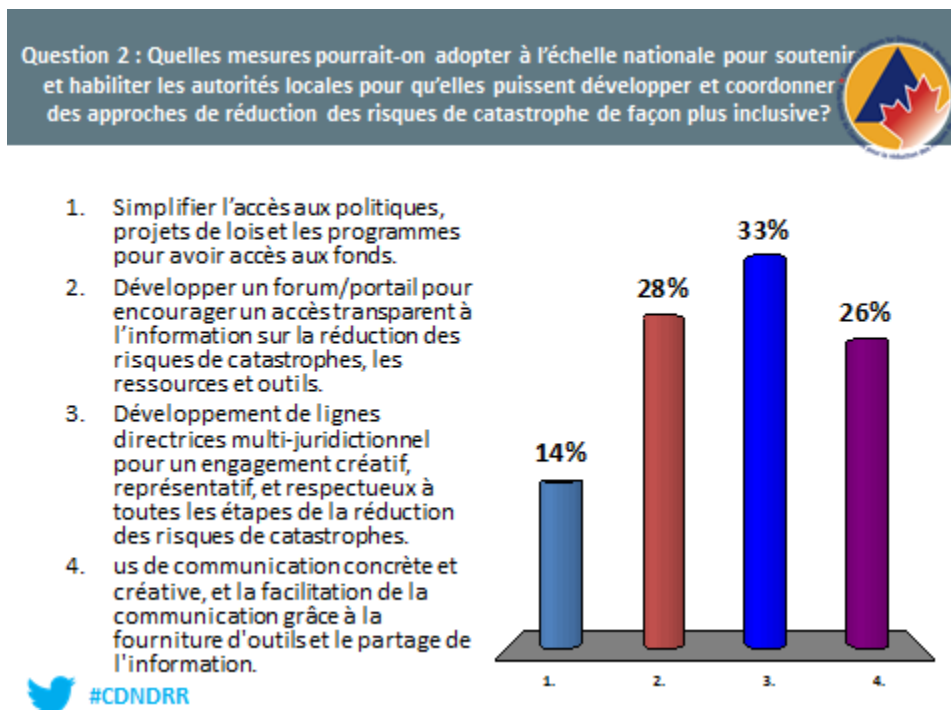
Les résultats de la séance de vote électronique sur les thèmes et les priorités seront utilisés pour façonner la mise en œuvre nationale du Cadre de Sendai, ainsi que le programme commun de recherche (PCR). Vous trouverez plus de détails sur le PCR à la page 31 du présent rapport.

Voici les résultats des votes électroniques des participants à la Table ronde :

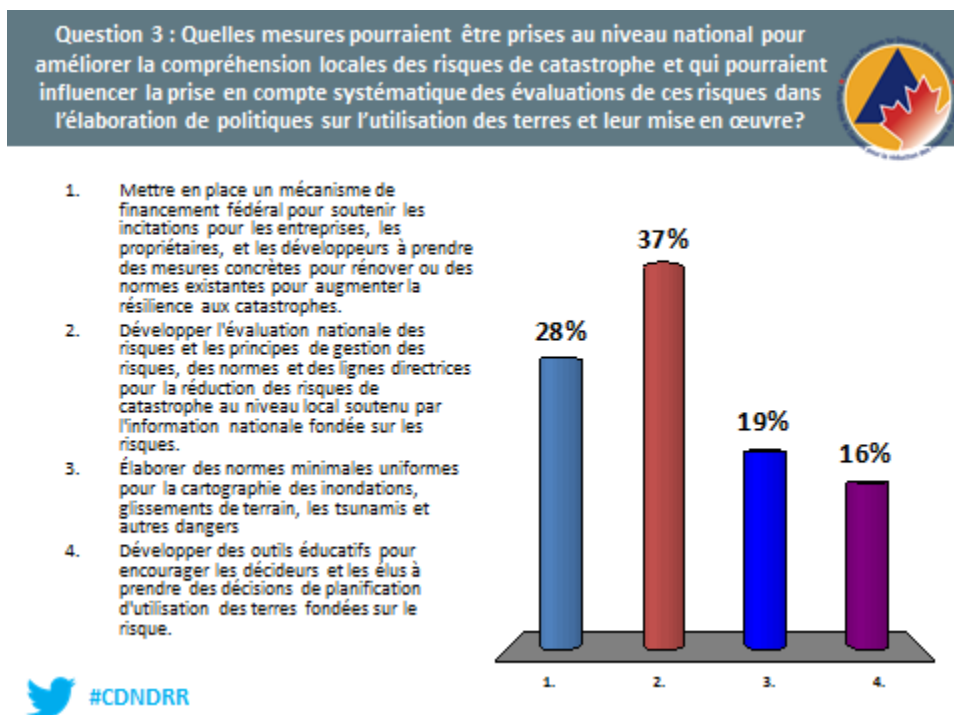
Priorité n° 1 : Comprendre les risques de catastrophe



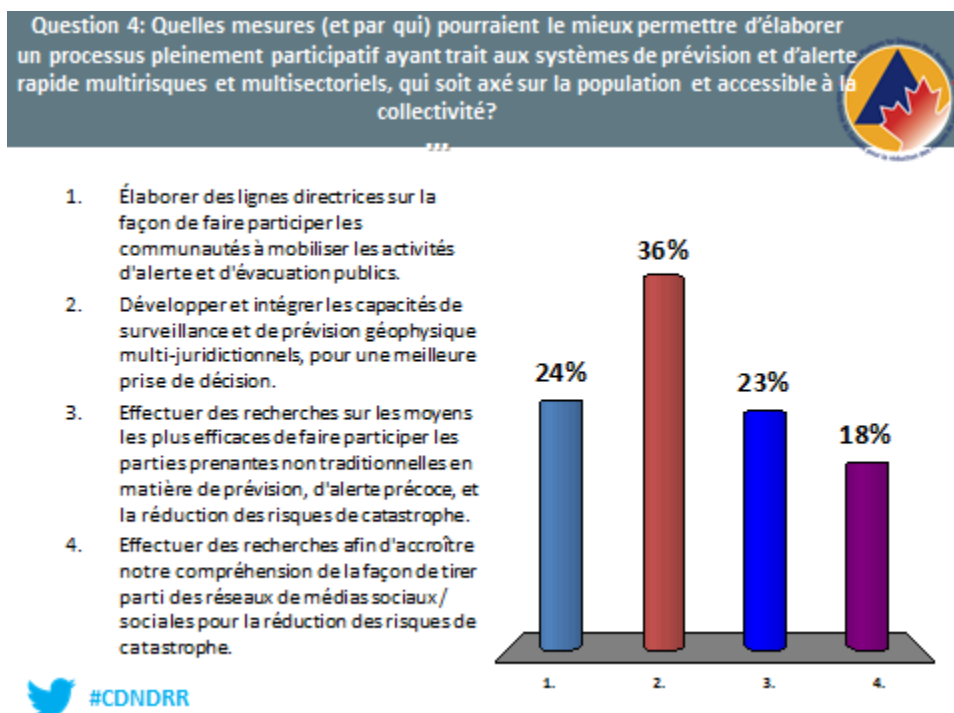
Priorité n° 2 : Renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour mieux les gérer



Priorité n° 3 : Investir dans la réduction des risques de catastrophe aux fins de la résilience



Priorité n° 4 : Renforcer l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « reconstruire en mieux » durant la phase de rétablissement, de remise en état et de reconstruction



# Groupe de discussion : La réduction des risques de catastrophe est l'affaire de tous

## Animatrice

Kathy Le, CTV News

## Conférenciers

- Veronica Scotti, présidente et chef de la direction, Swiss Re, Canada
- Richard Quayle, administrateur en chef, Ville d'Okotoks
- Sarah Sargent, directrice des programmes, Gestion des catastrophes, Croix-Rouge canadienne
- Duane McKay, commissaire et directeur général, Gestion des situations d'urgence et sécurité incendie, Saskatchewan
- Lori MacDonald, sous-ministre adjointe, Secteur de la gestion des urgences et des programmes, SP

## Objectif de la séance

*Susciter la réflexion et les discussions sur le besoin de changer ou d'améliorer l'approche de RRC. Le gouvernement, les organismes de gestion des urgences, les décideurs, les collectivités et les particuliers examineront la façon dont chacun d'eux contribue à la transition vers une approche pansociétale de gestion des risques de catastrophe et des conséquences d'une catastrophe. Un élément clé est la notion de responsabilité partagée et la compréhension de ce que cela signifie pour différents intervenants de la société canadienne.*

## Faits saillants

Kathy Le ouvre la séance en soulignant l'importance des événements tels que la présente Table ronde qui offrent aux intervenants une plateforme pour discuter des moyens de contribuer à l'atténuation des risques et à la gestion des catastrophes. Elle présente ensuite les membres du groupe spécial, soit un échantillon des intervenants clés, et demande à chaque conférencier de faire sa déclaration préliminaire.

**Veronica Scotti** exprime sa joie de participer à cette discussion à titre de représentante de l'industrie de la réassurance. Elle explique brièvement ce qu'est Swiss Re et les activités de réassurance et poursuit en mentionnant trois tendances interreliées qui façonnent actuellement le monde : la mondialisation, l'urbanisation et les changements climatiques. Elle indique que 1,4 million de personnes migrent vers les villes chaque semaine. Des événements tels que la Table ronde permettent de présenter les défis et les problèmes actuels qui doivent être gérés. En ce qui concerne le coût financier associé aux catastrophes, M<sup>me</sup> Scotti note l'écart décevant entre les pertes économiques et les pertes assurées et affirme qu'un plus grand nombre de mesures préventives doivent être mises en place afin que les particuliers et les gouvernements n'assument pas ces fardeaux économiques élevés.

À son avis, un dialogue avec un large éventail d'intervenants, comme le présent groupe de discussion, est essentiel.

*« La réponse n'est pas simple. Le dialogue est essentiel. Tout le monde doit participer et faire de son mieux pour contribuer réellement et trouver des solutions durables. »*

M<sup>me</sup> Scotti mentionne quelques initiatives auxquelles participe Swiss Re concernant le thème de la résilience, y compris le groupe des 100 villes résilientes dont Montréal et Québec font partie.

**Richard Quail** commence par décrire la ville d'Okotoks. Il indique que seules règnent les lois de la nature et qu'il revient aux municipalités de planifier et de coordonner leurs services en prévision des événements naturels. Il donne comme exemple l'évolution des niveaux d'eaux de la rivière Sheep, qui traverse la municipalité d'Okotoks.

M. Quail parle de ce qu'il a vécu lors des inondations et affirme que les citoyens de sa collectivité sont conscients des risques et qu'ils s'en préoccupent. Il affirme qu'il est important que le rôle crucial que jouent les municipalités dans la RRC soit reconnu par les unités de planification en cas de catastrophe et les intervenants de première ligne.

*« Nos citoyens ont besoin de savoir que les gouvernements, tous les ordres de gouvernement, sont bien préparés, qu'ils planifient en conséquence et qu'ils sont conscients de leurs besoins et de leurs problèmes. Je tiens à souligner combien il est important que tous les ordres de gouvernement travaillent ensemble pour que cela se réalise. »*

**Duane McKay** se fait l'écho des sentiments exprimés plus tôt en disant que les situations d'urgence se produisent à l'échelle locale. Il fait remarquer que les gens sont de plus en plus dépendants de tous les ordres de gouvernement lorsque survient une catastrophe, et qu'une approche coordonnée de gestion des urgences est essentielle. Cependant, un changement culturel doit se produire pour que les personnes deviennent plus responsables et mieux préparées.

*« Tout ce qu'on peut faire pour accroître la résilience des personnes aide vraiment les gouvernements à offrir de meilleurs services. »*

Tous les ordres de gouvernement doivent travailler ensemble pour que les programmes d'intervention et d'atténuation soient plus solides et mieux coordonnés. Il ajoute que les particuliers jouent un rôle important dans la résilience des collectivités en se préparant aux situations d'urgence.

**Sarah Sargent**, en tant que représentante du secteur bénévole, déclare que la réduction des risques de catastrophe commence dans les collectivités et chez chaque individu. Plutôt que de mettre l'accent sur la manière de traiter les vulnérabilités, il faut déterminer nos capacités et nos points forts. Elle note que les particuliers et les collectivités ont besoin de savoir que les différents ordres de gouvernement jouent leur rôle dans la gestion des urgences et de leur faire confiance.

« Nous pouvons créer, soutenir et aider à maintenir les services offerts, mais nous devons veiller à ce que tout le monde joue sa part. »

Elle aborde ensuite la question des priorités difficiles à concilier et la concurrence pour les ressources quand tout le monde participe activement à la RRC. Il s'agit maintenant de relever ces défis au moyen d'une approche holistique.

**Lori MacDonald** parle de son expérience de la gestion des urgences lors de l'évacuation de collectivités autochtones touchées par les inondations. Elle déclare que Sécurité publique Canada est le chef de file national de la gestion des urgences, mais ajoute que de nombreux partenaires interviennent aussi avant, pendant et après une urgence.

*« Nous devons adopter une approche pansociétale pour ce qui est de la façon dont nous gérons le risque et la façon dont nous voulons aller de l'avant en tant que pays. »*

Elle souligne l'importance de ne jamais perdre de vue que ce sont des personnes qui sont aux prises avec une catastrophe. Les décisions prises par tous les intervenants ont, en fin de compte, des incidences sur les personnes.

Une fois les déclarations préliminaires des conférenciers terminées, l'animatrice et des participants de la Table ronde ont posé des questions. En voici quelques-unes :

- Dans le cadre d'une approche pansociétale, que signifie la responsabilité partagée; qui partage la responsabilité et comment; et pourquoi est-il important de créer une société résiliente?
- Comment pouvons-nous encourager les particuliers et les organisations des secteurs public et privé à jouer un rôle plus proactif dans la gestion des risques qui les concernent et qui concernent leurs collectivités?
- Quels sont les principaux défis et obstacles à l'adoption d'une approche pansociétale?

En général, les conférenciers étaient d'accord sur les questions abordées. Les mêmes thèmes sont souvent ressortis tout au long de la discussion. Les conférenciers se sont appuyés sur les idées avancées par leurs collègues et ont exposé les perspectives particulières des groupes d'intervenants qu'ils représentent.

Voici un résumé de la discussion et des principaux thèmes qui en sont ressortis :

Thème	Remarques
<b>Responsabilité partagée et collaboration accrue</b>	<p>La RRC est une responsabilité qui doit être partagée équitablement entre un large éventail d'intervenants, y compris les gouvernements fédéral et provinciaux et les administrations locales, les organisations non gouvernementales (ONG), les collectivités autochtones, le secteur privé et les particuliers.</p>
	<p>Les intervenants de la RRC doivent travailler de concert, plutôt que d'adopter une approche de gouvernance en silo. Des partenariats plus nombreux entre tous les ordres de gouvernement sont la clé si l'on veut obtenir plus de succès dans la planification en cas d'urgence. Il est tout aussi important que d'autres intervenants clés (comme les ONG, le secteur privé, les groupes de bénévoles, les collectivités autochtones et les particuliers) soient inclus à la table lors de l'établissement des priorités, de la réalisation des initiatives et de la coordination des efforts.</p>
	<p>Si un plus large éventail d'intervenants était inclus dans le traitement des catastrophes, plus de ressources pourraient être exploitées pour surmonter les obstacles survenant dans les situations d'urgence. On obtiendrait ainsi de meilleurs résultats.</p>
<b>Connaissances et compréhension</b>	<p>Intégrer la RRC dans les programmes scolaires peut avoir une grande incidence pour modifier les comportements en ce qui a trait à la planification des urgences au Canada. Éduquer nos jeunes permettra aux générations futures de créer une société plus résiliente.</p>
	<p>Un cadre équitable est essentiel pour que les intervenants comprennent leurs rôles et ce dont ils ont besoin pour contribuer à la planification, aux interventions et au rétablissement en situation d'urgence.</p>
	<p>L'utilisation efficace des médias sociaux est un moyen rentable de sensibiliser et d'atteindre un vaste public.</p>
	<p>Nous devons non seulement adopter une approche fondée sur les « leçons retenues », mais appliquer ces leçons si nous voulons réduire les risques et renforcer la résilience.</p>
<b>Transparence</b>	<p>Les recherches et les collectes de données mises à la disposition des collectivités, des urbanistes et des particuliers montrent de la transparence. Elles favorisent en outre des décisions plus éclairées qui, au bout du compte, engendrent une hausse de la résilience dans le contexte en constante évolution de la RRC.</p>
	<p>L'intégration d'un plus large éventail d'intervenants dans les discussions au sujet de la RRC augmente également la transparence.</p>

# Séance parallèle 1 : Utiliser l'inondation de Calgary comme étude de cas pour l'application de la planification des risques associés à l'utilisation des terres et la cartographie des inondations

## Présidents de la séance

- Laurie Pearce, Justice Institute of British Columbia
- Yvan Désy, Ressources naturelles Canada

## Présentation par :

John Conrad, ministère de l'Environnement et des Parcs de l'Alberta

Bert Struik, professeur adjoint, Université Simon Fraser

## Objectif de la séance

*Discuter du guide de planification de l'utilisation des terres et de la cartographie des inondations pour aider à cerner, à évaluer et à surveiller les risques, de même que les leçons tirées de l'inondation de Calgary.*

## Faits saillants

Après de brèves présentations des présidents de la séance, le groupe discute du *Guide de planification de l'utilisation des terres* et de la cartographie des inondations dans le contexte de la compréhension des risques. La discussion est ponctuée d'exemples et de récits d'expériences (par John Conrad) tirés de l'inondation de Calgary et visant à mieux illustrer les points soulevés. Bert Struik, professeur adjoint à l'Université Simon Fraser, parle au groupe de l'atténuation des risques dans le cadre d'une démonstration dynamique qui met bien en évidence ses points de vue.

Voici quelques-uns des points soulevés au cours de la séance :

- Avant 2013, peu de ressources étaient affectées à des initiatives d'atténuation, en particulier dans des zones qui ne sont généralement pas touchées par des catastrophes.
- Les principaux facteurs de risque en Alberta sont les fortes pluies, la neige, etc.
- On se demande qui devrait faire partie du milieu de la gestion des risques.
- On a besoin de ressources supplémentaires dans les domaines de la géomatique d'urgence, de la cartographie des inondations, des images satellites radar, etc.
- Le besoin de mettre sur pied un groupe de travail technique sur la cartographie des inondations a aussi été cerné.
- Le temps moyen des interventions en cas d'inondation est désormais de plus de quatre mois; par ailleurs, les embâcles soulèvent un autre défi.

Voici certains des principaux messages qui se sont dégagés de la séance :

- Il est nécessaire d'acquérir des données topographiques sur une très grande échelle.
- Il existe un besoin de modélisation hydrologique et hydraulique fondée sur les changements climatiques.

Une bannière imprimée a été remise à ceux qui ont assisté à la séance. Elle présente le processus de planification de l'utilisation des terres et figure à l'annexe B du présent rapport.

## Séance parallèle 2 : Leadership pour les jeunes, la prévention des risques de catastrophe et la résilience : façonner le programme des jeunes dans la réponse du Canada au Cadre de Sendai

**Animateur** : Robin Cox, Université Royal Roads

### Conférenciers

- Michelle Marteleira, étudiante diplômée de l'Université de la Colombie-Britannique
- Alexandra Preddy, étudiante diplômée de l'Université Mount Royal
- Kathryn Wells, étudiante diplômée de l'Université Mount Royal
- Roxy Trask, étudiante diplômée de l'Université Mount Royal
- Alex Christison, étudiant diplômé de l'Université Mount Royal
- Jithamal Caldera, étudiant diplômé de l'Université de Calgary
- Imogen Roulson, étudiante diplômée de l'Université Mount Royal

### Objectif de la séance

*Il faut tenir compte de la voix, de la vision et des idées des jeunes dans l'élaboration de la réponse du Canada au Cadre de Sendai et dans les programmes nationaux et mondiaux qui visent à réduire les risques de catastrophe et à améliorer la résilience. La discussion et les activités dirigées par des jeunes cherchent à déterminer les priorités, les principes et les objectifs afin d'élaborer un programme de RRC inspiré par les jeunes du Canada.*

**Questions clés** : Pourquoi est-il important de faire participer les jeunes à la stratégie du Canada pour le Cadre de Sendai? Quelles mesures faudrait-il adopter du point de vue des jeunes? Quelles sont leurs priorités?

Les conférenciers discutent de domaines qui influent sur la participation des jeunes à la réduction des risques. Les questions soulevées comprennent les changements environnementaux, un pont entre les générations et la nécessité d'assurer un avenir solide pour tous. Déjà, les jeunes participent, s'engagent, s'informent et se font une opinion en ce qui a trait aux décisions qui sont prises actuellement concernant l'avenir. Leur droit d'influer sur ces décisions, de même que leur façon d'ajouter de nouvelles perspectives et d'être plus créatifs rehaussent la valeur de la gestion des risques. En outre, on note que les jeunes influencent des groupes d'âge plus jeunes par l'intermédiaire de groupes de pairs. La politique doit inclure les jeunes, sinon il risque d'y avoir des lacunes dans la méthode utilisée pour gérer les risques.

Des expériences personnelles ont été présentées, ce qui a permis de mettre l'accent sur le besoin de diversité dans la planification, mais aussi sur la sensibilisation des jeunes, le développement de futurs chefs de file et de responsables de la définition des orientations. On donne l'exemple du Réseau canadien d'étude des risques et dangers (RCERD), qui a accru la participation des jeunes en leur offrant une voix et des possibilités et en gagnant leur confiance.

Des discussions ont lieu en petits groupes sur la création de possibilités d'engagement pour les jeunes, en particulier en ce qui concerne l'accès aux discussions, y compris l'invitation, l'emplacement, le calendrier et les ressources. Voici certains des commentaires : de plus grands efforts devraient être faits pour faire participer les jeunes dans leur milieu de travail et à l'école; l'utilisation des médias sociaux permettrait de susciter un plus grand intérêt dans ce groupe d'âge qui compose avec de nombreux programmes, questions et intérêts concurrents; l'organisation d'événements sur la RRC à l'intention des jeunes Canadiens pourrait être un moyen d'attirer leur attention, tout comme pourrait le faire l'organisation d'autres événements culturels, la nomination de champions et l'utilisation d'un langage et de sujets d'intérêt précis.

## Séance parallèle 3 : Favoriser des relations basées sur la confiance afin de réduire davantage les risques de catastrophe dans les collectivités autochtones

### Présidents de la séance

- Brenda Murphy, Université Wilfred Laurier
- Todd Kuiack, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada

### Principaux participants

- Terry Swan, Aide à l'enfance
- Irving Leblanc, Assemblée des Premières Nations
- Melanie Goodchild, Croix-Rouge canadienne
- Tom Littlechild, Première Nation Siksika, Alberta

### Objectif de la séance

*Encourager les participants à examiner les principales possibilités de réduction des risques de catastrophe dans les collectivités autochtones en communiquant leurs connaissances, leurs expériences et leurs compétences.*

### Faits saillants

Cette séance a pris la forme d'un cercle de discussion, favorisant ainsi une conversation ouverte et inclusive entre les participants. Après les remarques préliminaires des coprésidents de la séance, les principaux participants formulent de brefs commentaires fondés sur les points de vue de leurs organisations respectives et leurs expériences personnelles.

Voici certaines des idées et des possibilités clés ressorties de la conversation :

- Il existe différents types de confiance, y compris la confiance bureaucratique et celle qui fait partie d'une relation. Il est important de créer des liens institutionnels pour la continuité et la planification de la relève, de sorte que lorsque les gens changeront de rôle, la relation n'aura pas à être continuellement rétablie.
- Une méfiance s'installe dans les collectivités lorsqu'il y a trop de « mouvements » dans la bureaucratie. Les organismes doivent travailler ensemble pour mieux définir leur rôle dans la planification en cas d'urgence et les situations de catastrophe.
- De plus vastes consultations doivent être menées de nation à nation, ainsi qu'auprès des Aînés et des membres des collectivités. Une approche « universelle » de la recherche de solutions pour la RRC dans les collectivités des Premières Nations ne fonctionne pas et engendre de la méfiance.
- Bâtir la confiance prend du temps. Il est important que les relations avec les collectivités soient établies à long terme et non seulement en situation d'urgence.
- Une grande quantité de renseignements utiles sont présentés lors d'événements comme la Table ronde. Ces renseignements ne se rendent pas toujours jusque dans les collectivités des Premières Nations. Une plus grande participation de la part des aînés contribuerait à renforcer les relations et à veiller à ce que l'information soit diffusée plus largement.

- L'établissement de nouveaux réseaux de RRC et l'élargissement des réseaux existants afin d'y inclure des collectivités de toutes les régions du Canada et d'échanger des connaissances et des pratiques exemplaires, tout en maintenant la sécurité culturelle, sont essentiels si l'on veut gagner la confiance.

## Débat : Reconstruire en mieux – Un aspect essentiel du rétablissement

**Animateur :** David Grimes, sous-ministre adjoint, Environnement Canada

### Conférenciers

- Robin Cox, Université Royal Roads
- Paul Kovacs, Institut de prévention des sinistres catastrophiques
- Craig Stewart, Bureau d'assurance du Canada
- Philip Rizcallah, Conseil national de recherches du Canada (CNRC)

**Objectif de la séance :** *Reconstruire en mieux n'est pas seulement un élément essentiel du rétablissement, mais il est lié directement à la prévention et à l'atténuation des risques futurs et de leurs conséquences. Un rétablissement réussi doit être holistique et prévoir des investissements dans la réparation et la reconstruction des structures physiques, ainsi que des moyens pour faire face aux répercussions psychosociales des catastrophes naturelles sur les personnes. Cette séance vise à présenter différents points de vue sur les moyens à adopter afin de reconstruire en mieux, comme la planification urbaine, la santé mentale, les outils financiers et les ressources.*

David Grimes, en tant qu'animateur, présente les conférenciers et dit quelques mots sur l'expérience qu'il a vécue lorsqu'il a participé à la phase finale de l'adoption du Cadre de Sendai et à la troisième Plate-forme mondiale. Il ajoute que c'était lors de sa participation à la Plate-forme mondiale qu'il a entendu pour la première fois le terme « reconstruire en mieux », lorsque le premier ministre japonais a parlé de ce concept et a donné comme exemples pour l'illustrer les catastrophes majeures qui ont touché le Japon. M. Grimes insiste sur la dimension sociale du concept « reconstruire en mieux » et sur la confiance que les citoyens japonais ont en leur gouvernement pour prendre soin de leurs familles.

Au cours de la discussion, les conférenciers présentent chacun leurs points de vue sur le concept « reconstruire en mieux ». La question est examinée sous différents angles, tels que ceux de l'industrie privée, de la recherche scientifique, de la recherche sociale et des autorités réglementaires. Les thèmes centraux suivants sont dégagés :

### Les incidences financières des catastrophes

Le Cadre de Sendai établit comme priorité la nécessité de renforcer la résilience financière. Cela comprend le fait de prévoir les incidences financières des catastrophes importantes et leur planification bien avant qu'elles ne surviennent. Pour aider à mettre l'accent sur l'importance du renforcement de la résilience financière, on a décrit l'issue potentielle d'un important tremblement de terre. Par exemple, la probabilité que Vancouver subisse un séisme majeur au cours des 50 prochaines années est de 30 %; ce séisme serait assez puissant pour obstruer les autoroutes, détruire les terminaux d'expédition et endommager gravement l'aéroport. Étant donné que Vancouver est une passerelle économique majeure, il en découlerait une dévastation financière d'une grande portée et des effets économiques défavorables importants. Puisque la recherche visant à mieux prévoir les catastrophes existe, il est important d'être financièrement prêt à réduire la pression sur les ressources et les entreprises.

La justification de la résilience économique est forte durant les phases initiales de construction et de reconstruction. Pour illustrer ce point, on présente l'exemple des clapets de non-retour. Si l'on veut éviter un refoulement d'égout en cas d'une inondation, un clapet de non-retour, au coût de 200 \$ peut être installé lors de la phase initiale de construction. Il s'agit là d'une solution très abordable qui peut réduire considérablement les dommages financiers causés par les inondations résidentielles.

Par ailleurs, l'importance de la mise à jour des codes du bâtiment est soulignée comme un moyen d'accroître la résilience et de réduire les incidences financières des catastrophes. Lorsque les codes du bâtiment sont révisés, les exigences de base relatives à la norme minimale sont habituellement accrues. Un équilibre doit être trouvé entre la résilience et l'aspect pratique. Bien qu'il existe des sciences et des techniques pour construire des structures qui peuvent résister à tout genre d'événement, les codes du bâtiment doivent être pratiques et abordables.

### **Les incidences psychosociales des catastrophes**

Une catastrophe produit un sentiment d'urgence qui pousse les autorités à aller de l'avant et à reconstruire, de façon à ce que les gens puissent retourner à leur vie normale. L'accent est souvent mis sur la reconstruction de l'infrastructure physique, et les aspects psychosociaux sont négligés. Il est noté que pour « reconstruire en mieux » d'une manière efficace et être mieux préparé aux futurs incidents, il faut ralentir et prendre le temps de réfléchir. En se précipitant pour ramasser les morceaux et reconstruire après un événement, on risque de reconstruire les choses comme elles étaient avant la catastrophe. Il est d'une importance capitale de bien réfléchir et d'avoir un bon aperçu de la situation avant de reconstruire.

### **Les employés**

Tous conviennent que, dans une situation de catastrophe, c'est la personne qui est la plus touchée. Lors de la mise en œuvre des stratégies liées au concept de « reconstruire en mieux », l'accent doit être mis sur les personnes d'abord. Plusieurs croient que reconstruire en mieux signifie passer en vitesse grand V après une catastrophe. Cependant, on suggère que les concepts de « reconstruire en mieux » et de résilience doivent être établis bien avant qu'une catastrophe se produise. Nous devons nous assurer que des particuliers sont admis à la table lors de la planification des stratégies de renforcement de la résilience. Nous ne pouvons plus faire d'hypothèses sur ce qui fonctionnera. Ceci est particulièrement pertinent, compte tenu du caractère unique de chaque collectivité et de chaque situation.

### **Les partenariats**

Il est essentiel d'établir des partenariats, de mener des consultations permanentes et d'assurer la communication avant, pendant et après les catastrophes. Le CNRC a présenté un exemple de partenariat touchant les codes du bâtiment. Le CNRC consulte largement les organismes de réglementation provinciaux, les professionnels de l'industrie et le grand public lorsque des modifications doivent être apportées aux codes du bâtiment. Il est possible de miser sur ce modèle pour créer de nouveaux liens et renforcer les partenariats déjà établis avec les intervenants de la RRC. Des partenariats efficaces et un dialogue inclusif au sein du milieu de la RRC permettront de trouver des solutions novatrices pour reconstruire en mieux. Les collectivités, les personnes et les structures seront ainsi plus résilientes et mieux préparées.

## Séance de consultation : Innovation et recherche

**Président de la séance :** Mark Williamson, directeur général, Centre des sciences pour la sécurité de Recherche et développement pour la défense Canada (CSS, RDDC)

**Conférencier :** Matthew Godsoe, CSS, RDDC

### Animateurs

- Simona Verga, CSS, RDDC
- Renée Gobeil, SP

**Objectif de la séance :** *Élaborer un programme national de recherche sur la réduction des risques de catastrophe et tenir des consultations à ce sujet. Le programme commun de recherche servira à adopter une approche plus coordonnée de la recherche et de l'innovation, non seulement au sein de la Plate-forme, mais pour l'ensemble du milieu de la RRC. Le programme contribuerait également à établir les exigences en matière de science et de technologie liées à une variété de partenaires en recherche, en science, en technologie et en innovation, comme le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité.*

**Contexte :** Avant la troisième plate-forme mondiale tenue à Sendai, au Japon, en mars 2015, le Canada et ses partenaires mondiaux déployaient de nombreux efforts pour mieux comprendre les réussites et les lacunes liées au Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 des Nations Unies. De cette analyse est ressorti un thème majeur, soit la situation centrale de la science et de la technologie au cœur des activités de réduction des risques de catastrophe. Reconnaissant ce thème, les responsables de la Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes de l'ONU a demandé à Reid Basher de rédiger un document de travail intitulé *Science and Technology for Disaster Risk Reduction : A review of application and coordination needs*. L'importance de la science et de la technologie peut être résumée comme suit :

- La fonction de gestion des risques de catastrophe et des événements est nécessairement tributaire de la connaissance scientifique et technique fondée sur des preuves.
- Il serait impossible de faire face aux tremblements de terre, par exemple, sans comprendre où et comment la croûte terrestre se déplace et glisse et comment différents matériaux et structures de bâtiment réagissent aux ondes de choc qui en résultent. Les bâtiments résistant aux tremblements de terre dépendent de méthodes de conception et de construction qui ont déjà fait leurs preuves.
- De même, il serait impossible de mettre en place des mesures de réduction des risques de catastrophe et d'accroître la résilience des collectivités sans connaître les facteurs sociaux et le contexte culturel de la société touchée et sans utiliser les concepts et les outils des sciences sociales.
- Le public s'attend généralement à ce que les dirigeants prennent des mesures pour réduire les risques de catastrophe au moyen de politiques et d'investissements judicieux. Le fait d'ignorer les connaissances scientifiques et techniques peut entraîner un grand nombre de pertes de vies humaines, de graves pertes de biens et, potentiellement, de lourdes conséquences économiques et politiques. Cela s'est malheureusement vu lors du débordement des digues et des inondations survenues pendant l'ouragan Katrina en Nouvelle-Orléans, en 2005, et de la crise au Japon, en 2011, lorsque la centrale nucléaire

de Fukushima Daiichi a été détruite à la suite du tremblement de terre et du tsunami de Tohoku.

- Tous les pays et toutes les personnes sont de plus en plus préoccupés par l'ampleur et la fréquence croissantes des catastrophes depuis les 50 dernières années, et par leur incidence à l'échelle mondiale. La pauvreté, les conflits, l'insécurité alimentaire, la raréfaction de l'approvisionnement en eau, la pollution atmosphérique et les risques industriels exacerbent les risques de catastrophe. En outre, les changements climatiques déjà en cours sont susceptibles d'aggraver les choses, car les conditions seront plus extrêmes et les populations plus vulnérables.

De nombreux pays ont réduit les risques de façon durable, par exemple en menant des évaluations des risques systématiques, en assurant le contrôle de l'utilisation des terres, en dressant des plans de gestion des inondations, en établissant des codes du bâtiment et en veillant à leur mise en œuvre, et en procédant à la surveillance des risques et des systèmes d'alerte, ainsi qu'en informant le public.

Toutefois, les éléments de preuve dans le monde entier montrent bien que des lacunes persistent dans la façon dont les risques de catastrophe sont reconnus et gérés en pratique. Parmi les causes sous-jacentes de ce problème, notons une évaluation insuffisante du potentiel des connaissances scientifiques et techniques pour réduire les risques et les pertes. De nombreux domaines des sciences et de la technologie sont importants si l'on veut comprendre et réduire les risques de catastrophe, y compris les sciences naturelles et sociales et diverses sciences appliquées. Un des défis majeurs est de coordonner et d'intégrer leur contribution potentielle pour en tirer des connaissances approfondies et des outils pratiques qui serviront à gérer et à réduire systématiquement les risques. (Basher, 2013)

**Contexte :** La Plate-forme du Canada pour la RRC a également reconnu la nécessité d'améliorer le développement et l'intégration de la science et de la technologie dans la RRC. Par conséquent, en 2010, la Plate-forme a mis sur pied le Groupe de travail sur les sciences et la technologie (GTST) afin de cibler les lacunes dans la recherche et les connaissances du Canada au chapitre de la RRC et de tirer parti de la collaboration pour répondre à ces besoins. Bien que le GTST ait été inactif récemment en raison de priorités concurrentes et de contraintes liées aux ressources, d'importants travaux sur la recherche liée à la RRC ont été entrepris par d'autres groupes de travail de la Plate-forme qui entretiennent des liens plus étroits avec des partenaires qui appliquent les politiques et les mesures de réduction des risques de catastrophe.

Dans un effort pour relancer le GTST et mieux répondre aux besoins des groupes de travail de la Plate-forme, le Centre des sciences pour la sécurité de Recherche et développement pour la défense Canada (CSS, RDDC) et SP ont présidé une séance plénière lors de la Table ronde de 2015 sur la recherche et l'innovation. Cette séance avait pour objectif d'élaborer un programme commun de recherche pour la Plate-forme du Canada pour la RRC, qui refléterait les travaux des groupes de travail de la Plate-forme et servirait de point de mire renouvelé pour les activités du GTST.

### **Méthodes**

Lors de cette séance participative, les participants à la Table ronde ont été invités à fournir de la rétroaction sur les lacunes et les priorités de la recherche en réponse au nouveau Cadre de Sendai des Nations Unies pour la RRC, de même que sur les thèmes qui sont ressortis de la séance Café du monde et

de la séance de vote. On a présenté aux participants le contexte des objectifs de la séance, puis les thèmes ci-dessous découlant de la séance de vote :

- 1- Élaborer du matériel éducatif national concernant la RRC, qui pourrait être utilisé dans les programmes scolaires, de la maternelle à la fin du secondaire.
- 2- Mettre en place un forum ou un portail pour permettre l'accès transparent à l'information, aux ressources et aux outils sur la RRC.
- 3- Élaboration par plusieurs administrations de lignes directrices pour un engagement représentatif et respectueux à toutes les étapes de la RRC.
- 4- Établir une communication plus créative et plus concrète, et faciliter la communication en mettant à disposition des outils et en échangeant des renseignements.
- 5- Élaborer des principes, des normes et des lignes directrices nationales sur l'évaluation et la gestion des risques pour la RRC à l'échelle locale, fondés sur des renseignements nationaux axés sur les risques.
- 6- Renforcer et intégrer les capacités de surveillance géophysique et de prévision de plusieurs administrations afin d'améliorer le processus décisionnel.

Les participants se sont séparés en groupes de discussion sur chacun de ces thèmes en fonction de leur intérêt personnel; ils ont ensuite été invités à répondre aux questions suivantes relatives au thème choisi :

1. Quelles sont les lacunes en matière de recherche et de connaissances liées au thème choisi (p. ex. les données manquantes, les méthodes, les technologies, les études, les expertises, etc.)?
2. Quels sont les travaux existants ou complémentaires publiés sur ces domaines thématiques?
3. Reconnaissant ces lacunes et le travail accompli à ce jour, quelles sont les activités de recherche et d'acquisition de connaissances les plus importantes qui pourraient soutenir notre travail au cours des deux années à venir?

Chaque groupe a ensuite utilisé des tableaux à feuilles mobiles pour prendre des notes sur les discussions, et les résultats ont été présentés au cours de la séance plénière. Après la séance, les animateurs du CSS de RDDC et de SP ont transcrit les données des tableaux à feuilles mobiles, qui ont été saisies dans un logiciel de recherche qualitative en vue de cerner la recherche commune et transversale, ainsi que les priorités en matière de connaissances et les domaines d'activité.

Les quatre domaines d'activité de recherche prioritaires et connexes qui ont émergé de la discussion forment l'ébauche du programme commun de recherche de la Plate-forme du Canada pour la RRC et sont présentés dans le tableau ci-dessous.

## Conclusions : Programme commun de recherche et d'innovation 2016-2018

But	Activités
1.0 Mettre au point et lancer un centre d'information pour permettre aux membres et aux groupes de travail de la Plate-forme de collaborer et d'échanger des renseignements sur les possibilités de financement, les pratiques exemplaires et les recherches en cours.	1.1 Collaborer avec des partenaires tels que SP, le CSS de RDDC et le Réseau canadien d'étude des risques et dangers afin d'établir une présence centralisée sur le Web pour les membres et les groupes de travail de la Plate-forme.
	1.2 Consulter les membres et les groupes de travail de la Plate-forme afin de définir provisoirement les rôles et les responsabilités pour l'administration et le maintien du contenu du centre d'information.
2.0 Élaborer et diffuser à l'échelle nationale des lignes directrices pour l'évaluation du risque et de la résilience.	2.1 Faciliter l'établissement de liens entre les travaux en cours de SP et du CSS de RDDC et ceux de la Plate-forme du Canada pour la RRC afin de créer un profil national des risques.
	2.2 Appuyer l'intégration du guide national de planification de l'utilisation des terres fondée sur le risque et du processus dans les pratiques exemplaires pour les évaluations du risque et de la résilience.
	2.3 Proposer l'intégration des priorités liées aux évaluations du risque et de la résilience dans les programmes nationaux de financement de la recherche, tels que l'appel à l'innovation pour le Programme canadien de sûreté et de sécurité.*
3.0 Élaborer et mettre en œuvre une méthode commune et facilement accessible pour découvrir les causes profondes des catastrophes grâce à des enquêtes approfondies qui vont au-delà des rapports et des études de cas typiques élaborés après une catastrophe.	3.1 Soutenir la participation de la Plate-forme du Canada aux futurs travaux du programme de recherche intégrée sur la réduction des catastrophes, y compris dans le cadre du projet des enquêtes judiciaires à la suite de catastrophes.
	3.2 Proposer d'intégrer l'élaboration et la mise en œuvre d'une méthode pour découvrir les causes profondes des catastrophes et mener des enquêtes judiciaires dans les programmes nationaux de financement de la recherche, tels que l'appel à l'innovation pour le Programme canadien de sûreté et de sécurité.*
4.0 Élargir et améliorer l'intégration des enfants et des jeunes dans la RRC.	4.1 Mobiliser les jeunes dans la préparation de la planification de la mise en œuvre du Canada pour le Cadre de Sendai pour la RRC.
	4.2 Soutenir la reconnaissance des jeunes chefs de file et innovateurs dans la RRC.
	4.3 Proposer l'intégration de la recherche-action sur l'habilitation des enfants et des jeunes dans les programmes nationaux de financement de la recherche, tels que l'appel à l'innovation pour le Programme canadien de sûreté et de sécurité.*

\* REMARQUE : La proposition de priorités ne garantit pas leur intégration dans tous les programmes de financement de la recherche.

### Prochaines étapes

Le programme commun de recherche et d'innovation (PCRI) élaboré pendant la Table ronde est la première incursion visant à mieux coordonner et soutenir les activités pertinentes pour les membres et les groupes de travail de la Plate-forme. Ainsi, au cours des prochains mois, il sera possible de tenir un dialogue élargi sur ce programme et, pour ceux qui n'étaient peut-être pas présents à l'événement de 2015, ce sera l'occasion de commenter les objectifs et les activités. La structure du PCRI et les progrès réalisés à cet égard seront présentés lors de la Table ronde de 2016.

## Consultations après la Table ronde

Renée Gobeil, gestionnaire de l'Unité de recherche, SP, anime une séance de consultation avec le reste des autres participants lors du Jour 2 de la Table ronde. M<sup>me</sup> Gobeil a posé des questions au groupe dans le but d'obtenir des commentaires. Les participants y ont répondu en utilisant un système de vote électronique. Ils ont également eu l'occasion d'exposer leurs idées pour des thèmes, des sujets et des séances futurs. M<sup>me</sup> Gobeil a remercié les participants d'avoir fourni des commentaires lors de cet exercice. Les organisateurs de la Table ronde analysent actuellement les résultats et y intégreront les commentaires afin de planifier des tables rondes réussies dans les années à venir.

## Mot de la fin

Jacqueline Randall, directrice, Politiques stratégiques, SP, prononce le mot de la fin. Elle remercie tous les intervenants qui ont participé à la Table ronde de cette année pour ces riches discussions sur les questions dynamiques qui ont été abordées.

Elle remercie tout spécialement chacun des membres du Comité consultatif pour leur dévouement et le travail d'organisation de la Table ronde, ainsi que le gendarme Jean-Philippe Michaud qui a joué le rôle de maître de cérémonie tout au long de cet événement d'une journée et demie.

M<sup>me</sup> Randall remercie les invités de marque, y compris Margareta Wahlström de l'ONU. Elle fait remarquer que M<sup>me</sup> Wahlström doit prendre la parole devant quelque 30 sous-ministres adjoints de l'ensemble du gouvernement fédéral lors d'une réunion spéciale qui se tiendra à Ottawa, le 4 novembre 2015. Elle reconnaît la chance que nous avons d'apprendre directement de M<sup>me</sup> Wahlström, qui possède tellement de connaissances et d'expérience dans le domaine de la RRC.

### **Des remerciements spéciaux sont également exprimés :**

- aux animateurs, aux conférenciers et aux présentateurs des séances de la Table ronde;
- à Tom Sampson, du Centre des opérations d'urgence de Calgary;
- aux collègues de Sécurité publique Canada, de Recherche et développement pour la défense Canada, d'Environnement Canada, de Ressources naturelles Canada, du secteur privé et d'ONG qui ont joué un rôle important dans l'organisation de la Table ronde et ont contribué à son succès.

M<sup>me</sup> Randall conclut en exprimant son désir de voir tout le monde présent à la Septième Table ronde nationale annuelle sur la RRC qui se tiendra à Montréal, en 2016.

## Regard vers 2016

Des élections auront lieu en 2016 en vue de pourvoir quatre postes au sein du Comité consultatif. Un appel de nomination sera envoyé aux membres avant la tenue de la Table ronde. Les personnes seront élues pour un mandat de deux ans. Des renseignements sur les membres du Comité consultatif de la Plate-forme figurent à la fin du présent rapport.

---

Remerciements spéciaux aux contributeurs qui ont appuyé le comité organisateur de la Sixième Table ronde nationale annuelle sur la RRC

*Gendarme Jean-Philippe Michaud (maître de cérémonie)*

*Aîné Leonard Bastien, Confédération des Pieds-Noirs*

*Margareta Wahlström, Nations Unies*

*Chef Tom Sampson et chef adjointe Susan Henry, Centre des opérations d'urgence de Calgary*  
*Comité de planification du symposium du RCERD*

## Contexte : Le Comité consultatif

Le Comité consultatif de la Plate-forme du Canada est composé de représentants de six organisations, qui occupent un poste permanent, et de quatre membres permutants, qui sont élus par les membres réguliers de la Plate-forme du Canada. Le Comité consultatif est coprésidé par deux de ses membres, soit un représentant de SP et un membre élu par le Comité consultatif.

Pour le maintien d'une collaboration horizontale, le Comité consultatif s'efforce d'assurer une représentation équitable des groupes suivants : le secteur privé; le secteur public; les Autochtones; les universités; les organisations non gouvernementales, communautaires et religieuses; ainsi que les associations professionnelles et industrielles.

### Tâches et activités du Comité consultatif

Pour appuyer l'organisation et la mise en œuvre de la Plate-forme du Canada pour la réduction des risques de catastrophe, le Comité consultatif assume les tâches suivantes :

- formuler des conseils aux représentants de la Plate-forme nationale sur l'orientation et les priorités de la réduction des risques de catastrophe;
- approuver un plan d'action pour la Plate-forme;
- organiser une table ronde nationale annuelle qui réunit tous les membres de la Plate-forme;
- approuver un rapport annuel.

### Principes directeurs

Les principes ci-dessous serviront à orienter les activités du Comité consultatif de la Plate-forme.

- Veiller à ce que les organismes respectent leurs responsabilités et leurs mandats respectifs.
- Procéder par consensus.
- S'engager à avoir des discussions, des consultations et des communications utiles et efficaces.
- S'engager à inclure les intervenants potentiels en RRC.
- S'engager à avoir des représentants de nombreux secteurs intéressés au sein de la Plate-forme.

### Composition du Comité consultatif actuel :

- **Sécurité publique Canada** (Stéphanie Durand, coprésidente)
- **Cadres supérieurs fédéraux, provinciaux et territoriaux responsables de la gestion des urgences (CSRGU FPT)** (Michael Templeton, gouvernement du Yukon)
- **Réseau canadien d'étude des risques et danger**
- **Groupe national sur la gestion des urgences (NGGU)** (Jeff Gill, Croix-Rouge canadienne)
- **Comité fédéral des politiques en matière de gestion des urgences des directeurs généraux** (David McCormack, Ressources naturelles Canada)
- **Forum national intersectoriel sur les infrastructures essentielles** (Francis Bradley, Association canadienne de l'électricité)
- **Membre élu** (Ian Burton, professeur émérite, Université de Toronto)
- **Membre élue** (Laurie Pearce, Université Royal Roads et Justice Institute of British Columbia)
- **Membre élu** (John Saunders, section canadienne de l'International Association of Emergency Managers)
- **Membre élu** (Rodney Yip, coprésident, retraité d'IBM)

# Annexe A

## Commentaires des participants à la séance Café du monde

Priorité n° 1 : Comprendre les risques de catastrophe

*Question 1 : Qu'est-ce qui pourrait être fait à l'échelle nationale pour dynamiser et engager pleinement les collectivités locales et les citoyens en vue d'accroître l'information et la sensibilisation du public à l'égard de la réduction des risques de catastrophe?*

**Q 1**

- Besoin d'un espace où les collectivités pourraient déterminer les méthodes et les outils dont elles ont besoin pour obtenir du soutien.
  - Mesurer les incidences et les interventions :
    - pour savoir si elles sont efficaces
    - est-ce que le comportement a été triangulé?
  - Rôle par rapport au financement.
  - Philosophie de la RRC – expliquer en détail et montrer comment y arriver.
  - Besoin de dépasser la gestion des urgences – mettre l'accent sur les gens.
- 
- Que faire de l'information? Remettre en question la manière de trianguler le comportement (la sensibilisation n'égalise pas l'action).
  - Besoin de rigidité dans certains cas – difficile.
  - Qui communique la divulgation des risques pour l'immobilier.
  - Besoin de comprendre et d'agir par rapport au risque – la culture du besoin.
  - La résilience communautaire est égale à la responsabilité, par exemple la planification de l'utilisation des terres.
  - Diffuser l'information sur le risque – besoin d'aide?
  - Transmettre l'information.
  - Envisager des approches et des valeurs culturelles.
  - Communiquer également les besoins communautaires, culturels et locaux

	<p>concernant les planificateurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Messages adaptés aux besoins communautaires.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Écoles : des compétences qui doivent être acquises au moyen de devoirs à domicile en 5<sup>e</sup> année.</li> <li>• Sciences de l'environnement – Explorer les risques (gestion des urgences + sécurité intérieure, programmes de sensibilisation aux risques – États-Unis).</li> <li>• Exercice ShakeOut de la Colombie-Britannique – à l'échelle nationale! – une journée où il y a de nombreux exercices pour différents incidents.</li> <li>• Les gens sans enfants – n'entendent pas parler des initiatives de gestion des urgences.</li> <li>• Accès du public au Système interorganisationnel de connaissance de la situation et contenu pour gérer la peur.</li> <li>• Rééquilibrer le risque entre les secteurs privé et public et gérer les attentes.</li> <li>• Supprimer la « peur » de la préparation.</li> </ul>
	<p>L'évaluation des risques à l'échelle locale (analyse quantifiée de l'environnement)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Évaluation des risques à l'échelle <ul style="list-style-type: none"> <li>-nationale</li> <li>-provinciale</li> <li>-municipale</li> </ul> </li> <li>• Renseignements diffusés par les écoles.</li> <li>• Les gens gardent l'information pour eux.</li> <li>• Activités de sensibilisation – les gens écoutent.</li> <li>• Rabais d'assurance – s'inscrire à des cours de planification de la gestion des urgences.</li> <li>• Exploitation des intérêts particuliers.</li> <li>• Modèle néerlandais ou allemand?</li> <li>• La gestion des risques, une partie du processus de construction – obligatoire.</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nécessité de cibler les messages adressés aux professionnels (p. ex. les ingénieurs, les architectes, les urbanistes, etc.).</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utiliser les organisations à l'échelle nationale (p. ex. la Fédération canadienne des municipalités, l'Assemblée des Premières Nations, pour transmettre des messages et sensibiliser le public).</li> <li>• Utiliser des messages simples (p. ex. des exercices d'incendie à l'école = planification de la gestion des incendies).</li> <li>• Donner aux collectivités un plus grand sentiment d'appartenance par rapport aux programmes.</li> <li>• Utiliser des personnes célèbres pour diffuser des messages (p. ex. Philippine Boxer pour le programme des Nations Unies).</li> <li>• Des équipes de bénévoles gérées à l'échelle locale selon une norme nationale (p. ex. recherche et sauvetage au sol).</li> <li>• Utiliser les associations communautaires.</li> <li>• Des plates-formes pour communiquer les réalisations et célébrer les succès nationaux.</li> <li>• Utiliser les situations de catastrophe pour diffuser des messages.</li> <li>• Des messages qui conviennent au public cible. Dans un langage simple.</li> <li>• Des messages qui comprennent des données locales.</li> <li>• Il faut comprendre davantage ce qui motive le changement de comportement.</li> <li>• Que fait SP pour les Canadiens? Nécessité de définir et de préciser son mandat.</li> <li>• Programme de RRC à l'intention des jeunes..</li> <li>• Un accent accru sur les messages proactifs.</li> <li>• Langue et dialectes – nécessité de messages dans plusieurs langues, en fonction des collectivités.</li> <li>• Utiliser des symboles plutôt que des mesures (p. ex. des images de bidons d'essence plutôt que « 20 L »).</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Partager les ressources disponibles.</li> <li>• Programme au Canada de l'équipe d'intervention en cas d'urgence informatique.</li> <li>• Des initiatives locales qui peuvent être communiquées à l'échelle nationale.</li> <li>• Tirer profit des « événements » pour faire de la promotion et de la sensibilisation.</li> <li>• Médiatisation accrue de la Semaine de la gestion des urgences.</li> <li>• Mettre l'accent sur les collectivités plutôt qu'à l'échelle nationale.</li> <li>• Dialogue proactif entre les autorités.</li> <li>• Création de l'information sur le risque et accès à cette information à l'échelle communautaire.</li> <li>• Traduction des programmes nationaux afin qu'ils reflètent les aspects locaux et communautaires.</li> <li>• Message ciblé</li> <li>• Sensibilisation du public par l'intermédiaire des jeunes et des écoles.</li> <li>• Éclaireuses</li> <li>• Clubs de garçons et de filles</li> <li>• Divers médias (médias sociaux, multimédias, application sur les catastrophes destinée aux collectivités locales).</li> <li>• Produits concrets (p. ex. les trousseaux d'urgence de 72 heures).</li> <li>• De qui pouvons-nous apprendre? (Leçons tirées d'autres régions)</li> <li>• Participation des différents secteurs à l'élaboration de messages.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation de personnes célèbres et d'artistes</li> <li>• Système éducatif des partenaires afin de trianguler le comportement.</li> <li>• Élaborer un programme scolaire (p. ex. la préparation aux urgences et la résilience, les premiers soins).</li> <li>• Leçons apprises : importance de les noter et de les appliquer.</li> <li>• Les leçons apprises reçues doivent être utilisées.</li> <li>• Les intégrer dans la formation – dans les programmes scolaires.</li> </ul> <p>Une trousse de bienvenue pour la sensibilisation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• À la collectivité, boîte à outils pratique</li> <li>• Rôle des incitatifs d'assurance</li> <li>• Divulgateur concernant les ventes et les achats de maisons</li> <li>• Heures de bénévolat dans les écoles secondaires de l'Ontario</li> <li>• Défier la résistance psychologique afin de partager l'expérience traumatique</li> <li>• « Certification » en milieu de travail, comme celle offerte par la Croix-Rouge américaine</li> <li>• Norme ISO pour la santé et la sécurité au travail</li> <li>• Norme CSA 1600 – préparation aux urgences</li> <li>• Cours et formation sur les catastrophes et la résilience en milieu de travail</li> <li>• Associations nationales liées aux urgences et administrations locales</li> <li>• Professionnels – doivent être mobilisés</li> <li>• Besoin d'une approche régionale – Ne doit pas se limiter à la municipalité</li> <li>• Rôle de la Fédération canadienne des municipalités – doit être plus efficace et améliorer la coopération entre institutions</li> <li>• Rôle des codes et des normes, etc.; p. ex. les services d'incendie</li> <li>• Rôle des assurances et Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC) – incitatifs financiers</li> <li>• Domaines à risques élevés</li> <li>• Montrer des études de cas pour l'action</li> <li>• « Culture de la transmission des récits »; p. ex. l'utilité de l'image de l'entaille dans l'arbre</li> </ul>
--	---

	<p>La communication non traditionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Par exemple, fournir des renseignements et des liens sur les factures</li> </ul> <p>Prix pour la préparation à la GU dans les collectivités (petites et grandes)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Signer une reconnaissance</li> <li>• Médias</li> <li>• Auto-évaluation d'abord et tirer des leçons du processus</li> </ul> <p>Échange des leçons retenues entre les régions</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourrait être un partenaire dans les interventions d'urgence</li> </ul> <p>Comment définir la collectivité? Nécessité de se regrouper (p. ex. les ONG, les immigrants)</p>
--	---

	<p>Nécessité de cibler un groupe et une approche</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réseautage entre pairs</li> </ul> <p>Travailler avec les organisations qui ont un réseau et de l'expérience</p> <p>Outils de visualisation (p. ex. trianguler le niveau d'eau – utiliser des outils de prévision et de communication)</p> <p>S'attaquer aux obstacles systémiques à l'échange de renseignements</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Communiquer l'information sur les risques?</li> </ul> <p>L'orateur doit parler dans la langue de la collectivité</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Par exemple, pas seulement la RRC, non significative à l'échelle locale, et se connecter aux personnes</li> <li>• Éducation sur le risque et la prévention des risques</li> <li>• Parler d'urgences plutôt que de catastrophes</li> <li>• Donner des exemples réels ou analogues</li> </ul> <p>Rôle des règlements et des normes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Messages positifs – les gens sont plus réceptifs (p. ex. « investissez en vous-même » plutôt que « protégez-vous »).</li> <li>• Les gens ont besoin de voir des avantages à court, à moyen et à long terme.</li> <li>• Collaboration avec le secteur privé (p. ex. le secteur de l'immobilier et celui des finances).</li> <li>• Nécessité de recueillir des histoires et de les communiquer afin que nous puissions mieux en apprécier l'ampleur et la complexité.</li> <li>• Nécessité de traiter davantage les aspects psychosociaux.</li> </ul>
--	--

<p>Priorité n° 2 : Renforcer la gouvernance des risques de catastrophe pour mieux les gérer</p> <p><i>Question 2 : Quelles mesures pourraient être prises à l'échelle nationale pour soutenir et encourager les autorités locales à adopter des approches inclusives de gestion des risques de catastrophe et à en coordonner l'application (p. ex. de concert avec la société civile, les collectivités, les peuples autochtones et les migrants)? Garder à l'esprit la nécessité de mener des consultations publiques et communautaires approfondies, formées d'intervenants pertinents à l'échelle nationale et locale.</i></p>	
<b>Q 2</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plus d'information et de communication afin d'y inclure l'évaluation des risques</li> <li>• Une plus grande ouverture face à de nouvelles mesures d'atténuation</li> <li>• Normes de pratique en matière d'engagement</li> <li>• Un engagement plus durable</li> <li>• Autres mesures des progrès</li> <li>• Apprendre des leçons du passé, par exemple les gens aiment commencer des choses, manque de continuité</li> </ul> <p>Aller vers les gens pour les pousser à se mobiliser</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Brookings Institution, droits de la personne</li> <li>• Réglementation coercitive des politiques</li> </ul>

	<p>Les bonnes idées de base vont de l'avant</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réglementation gouvernementale</li> <li>• Manque de respect envers les enjeux locaux</li> <li>• Accorder de la crédibilité à ceux qui se trouvent au bas de l'échelle</li> </ul>
	<p>« Nettoyage maison » de l'information</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Moyens pour diffuser l'information à plus grande échelle</li> <li>• Bulletins et ateliers</li> <li>• Options du théâtre et des arts</li> <li>• Renforcer l'importance locale</li> <li>• Respecter les autorités et bâtir la confiance</li> <li>• Accélérer le versement des fonds après catastrophe</li> <li>• Commentaires de la collectivité</li> <li>• Normes pour la collaboration afin d'établir la reddition des comptes des gouvernements</li> </ul> <p>Mots clés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Partir de la base</li> <li>• Droits de la personne</li> <li>• Respect des personnes marginalisées</li> <li>• Évaluations nationales des risques</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Joindre différents secteurs de la population de façon créative et se synchroniser</li> <li>• L'information sur l'évaluation des risques doit être scientifiquement crédible et suivre des normes qui favorisent la confiance et l'équilibre</li> <li>• Doit faire partie de la définition du problème, sinon les collectivités pourraient ne pas accorder leur confiance</li> <li>• Les preuves scientifiques feront en sorte que l'information + les mesures seront plus transparentes; p. ex. l'assainissement de la zone du barrage plutôt que l'élimination</li> <li>• Responsabilités + obligations redditionnelles + rôles spéciaux de l'Ontario</li> <li>• Aspect financier → solide loi à l'échelle nationale pour répondre aux besoins, créer une vaste cour à plusieurs niveaux en Ontario</li> <li>• Usage approprié de la science, jointe à la participation et à la communication</li> <li>• Les citoyens veulent être informés et participer</li> <li>• Deux engagements précoces peuvent faire en sorte qu'il sera difficile pour les citoyens de voir quels sont leurs choix (p. ex. cadre conceptuel); les représentations peuvent être difficiles à visualiser</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utiliser plus d'outils de visualisation</li> <li>• Afficher davantage l'évaluation des risques et plus d'options pour aider les gens à voir les options offertes pour aller de l'avant</li> <li>• Défi pour les administrations locales en ce qui concerne la façon d'exploiter les commentaires, les renseignements et la volonté du public</li> <li>• Stratégie → groupe de travail de l'administration locale</li> <li>• Bien informer les gens pour aider à élaborer des politiques qui faciliteront les décisions en matière d'atténuation</li> <li>• Tampon efficace (groupe de travail), par exemple des membres provenant des domaines des sciences, des mises de côté, des finances, etc., qui seront des</li> </ul>

	<p>conseillers au sein du groupe de travail du gouvernement + des contribuables en général</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Information et options actuelles en termes parlants, par exemple, une augmentation de 1 % de la taxe sera consacrée aux activités de RRC</li> <li>• Il est plus difficile pour les contribuables de visualiser des mesures d'atténuation douces, surtout après une catastrophe</li> <li>• Il est important d'être productif, tout comme il est important d'être réactif, p. ex. protection après un événement</li> <li>• Besoin d'information, connaissance actuelle de la situation, données historiques</li> <li>• LIDAR/info sur le sol + normes minimales en matière de cartographie des risques</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accroître la capacité scientifique à l'échelle nationale pour permettre aux scientifiques fédéraux de travailler plus localement et de travailler, par exemple en utilisant des évaluations nationales des risques de séismes</li> <li>• Améliorer la plate-forme et les outils</li> <li>• Mettre en place une plate-forme que les autres peuvent utiliser et adapter</li> <li>• Fournir des liens vers de l'expertise scientifique et des connaissances locales</li> <li>• Les outils font partie du processus</li> <li>• Les citoyens participent à la définition des biens communautaires, par exemple au moyen d'une carte</li> <li>• Tenir un dialogue afin de déterminer les capacités récentes des collectivités et des citoyens, par exemple les bénévoles</li> <li>• Familles canadiennes → le Canada est notre foyer, par exemple, montrer des livres dans plusieurs langues et des images de notre vie au Canada, de différents types de familles, de nos richesses; par exemple la plate-forme d'initiatives : →montrer des familles, des collectivités, des outils que possèdent les administrations locales, des problèmes que nous avons et une boîte à outils des solutions que nous avons essayé de mettre en œuvre</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Partenariats <ul style="list-style-type: none"> <li>-Intervenants multiples</li> <li>-Processus et protocoles</li> <li>-Volonté politique</li> </ul> </li> <li>• Volonté de la collectivité <ul style="list-style-type: none"> <li>-Études</li> <li>-Sensibilisation</li> <li>-Jeunes</li> <li>-Chefs de file et champions</li> </ul> </li> <li>• Ressources <ul style="list-style-type: none"> <li>-Aspect financier à tous les niveaux</li> </ul> </li> <li>• Communication (signification, décision) <ul style="list-style-type: none"> <li>-Structures de communication</li> <li>-Médias sociaux &lt; &gt; confiance, panique</li> <li>-Technologie mobile</li> <li>-Sirènes</li> </ul> </li> </ul>

	<p>-Médias</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Technologie (milieu scientifique, gouvernements, institutions, collectivités)</li> </ul> <p>-Modèles -Prévisions -Éléments visuels</p>
	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Communications</li> <li>2. Approches de mobilisation</li> <li>3. Lois et autres approches</li> <li>4. Mobilisation des connaissances</li> <li>5. Autonomisation (des Autochtones)</li> <li>6. Évaluation des risques</li> <li>7. Rôles du gouvernement</li> </ol> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Fournir des outils de communication locaux</li> <li>• Une plus grande ouverture face à de nouvelles mesures d'atténuation</li> <li>• Normes de pratique en matière d'engagement</li> <li>• Un engagement plus durable</li> <li>• Autres mesures des progrès</li> <li>• Apprendre des leçons du passé</li> <li>• Normes en matière de collaboration afin de renforcer la reddition des comptes</li> <li>• Stratégies de mobilisation créatives</li> <li>• Mobilisation et communication intégrées au processus scientifique, par exemple la communication créative</li> <li>• « Nettoyage maison » de l'information → Diffuser largement l'information</li> <li>• Davantage d'information et une communication accrue</li> <li>• Base de données et index des réponses</li> <li>• Comment exploiter les données et élaborer des stratégies à l'avance</li> <li>• Traduire les connaissances en actions</li> <li>• Évaluation nationale des risques</li> <li>• L'information sur l'évaluation des risques doit être considérée comme crédible et suivre des normes</li> <li>• Obtenir de l'argent conformément à une loi</li> <li>• Renforcer la capacité scientifique à l'échelle fédérale</li> <li>• Cartes nationales des risques</li> <li>• Surveillance à long terme du profil des risques</li> <li>• Règlements coercitifs en matière de politique</li> <li>• Accélérer le versement des fonds après catastrophe</li> <li>• Une plus grande reddition des comptes du gouvernement</li> <li>• Faire preuve de transparence</li> <li>• Besoin d'incitatifs pour « reconstruire en mieux »</li> <li>• Loi nationale sur la RRC</li> <li>• Crédibilité et respect pour les gens à l'échelle locale</li> <li>• Se faire entendre → Consultations significatives et représentatives</li> <li>• Souligner l'importance de ce qui se fait à l'échelle locale</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Respecter l'autorité et bâtir la confiance</li> <li>• Commentaires de la collectivité</li> <li>• Défi pour l'administration locale d'exploiter les commentaires, les renseignements et la volonté du public</li> <li>• Lier l'expertise scientifique et les connaissances locales</li> <li>• Des rôles et des responsabilités précis nécessitent une coordination à plusieurs niveaux</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Liens avec les programmes scolaires</li> <li>• Base de données et index des ressources</li> <li>• Biens de la municipalité Par exemple, une boîte à outils ou une plate-forme pour les autorités locales; la façon dont d'autres cas ressemblent à notre situation</li> <li>• Dans les grandes villes, en particulier, mener des consultations peut être coûteux, mais nous devons tout de même tenir des consultations significatives et représentatives. Celles-ci peuvent toutefois exiger beaucoup d'argent, de temps et de ressources humaines</li> <li>• Solutions → diffusion en continu de vidéo, baladodiffusion, webinaires, animés en personne à différents sites, par exemple Imagine Canada, l'institut Tamarack</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Risques fondés sur la science</li> <li>• La loi nationale (le modèle doit être respecté par les provinces, les territoires, le gouvernement fédéral et les administrations municipales)</li> <li>• Ressources de soutien</li> <li>• Droits, y compris ceux des intervenants dans l'élaboration des politiques</li> <li>• Établir des partenariats avec tous les intervenants</li> <li>• Relations autochtones au Canada</li> <li>• Dialogue limité à AADNC et CSMAGU</li> <li>• Les Autochtones + les populations vulnérables</li> <li>• Les Autochtones ont de fortes attaches familiales</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Selon une politique d'« AADNC », le terme « inuit » a été supprimé</li> <li>• Les Premières Nations et les provinces – Les risques fédéraux relèvent du gouvernement fédéral (cartes nationales des risques = risques géographiques, changements climatiques)</li> <li>• Les relations sont essentielles → des consultations doivent être menées à tous les niveaux avec les régions voisines lors de la planification des mesures en cas d'inondations, etc.</li> <li>• Il manque une discussion nationale</li> <li>• Des personnes touchées par les inondations de 2011 sont encore déplacées (1 800); 5 % sont décédées depuis</li> <li>• Harmoniser les processus et les ressources pour prendre des mesures d'atténuation et répondre aux besoins</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les assurances sont abordables pour plusieurs, mais pas pour tous</li> <li>• Rôle des banques et du Comité consultatif régional de gestion des mesures d'urgence</li> <li>• Fournir aux collectivités locales des outils pour améliorer la communication, la collaboration et la mobilisation</li> <li>• Comment faire pour diffuser les messages? Par l'intermédiaire des associations,</li> </ul>

	<p>des églises</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer des outils pour déceler les intervenants dans les collectivités visées par le concept « reconstruire en mieux »</li> <li>• « Reconstruire en mieux » plutôt que reconstruire de la même façon</li> <li>• Il faut des incitatifs au concept « reconstruire en mieux »</li> <li>• Notre programme de recherche est nécessaire pour traduire les connaissances en actions</li> <li>• Comment exploiter les données et élaborer des stratégies à l'avance</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Carte nationale des risques sismiques (alimente la peur)</li> <li>• Une meilleure coordination et communication lors de la planification du parrainage des réfugiés</li> <li>• Travailler en collaboration</li> <li>• Problème de financement; suscite la concurrence</li> <li>• Changement</li> <li>• Nécessité d'une campagne de marketing axée sur la collectivité : « investissez en vous-même, dans votre famille, dans votre collectivité »</li> <li>• Cela ne m'arrivera pas</li> <li>• Leçons apprises → ne sont pas communiquées</li> <li>• Système national pour l'échange de renseignements sur les risques</li> <li>• Éducation et certification à l'échelle nationale</li> <li>• Cours de base sur la gestion des urgences dans les collèges</li> <li>• Causes, conséquences et risques</li> </ul>

Priorité n° 3 : Investir dans la réduction des risques de catastrophe aux fins de la résilience  
*Question 3 : Quelles mesures pourraient être prises à l'échelle nationale pour améliorer la compréhension locale des risques de catastrophe de façon à favoriser l'intégration de l'évaluation de ces risques à la création et à la mise en œuvre des politiques d'utilisation des terres?*

<p><b>Q 3</b></p>	<p>Échelle nationale et provinciale</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Lien avec le Cadre de Sendai</li> <li>2) Outils (groupes de travail)</li> </ol> <p>Prévisions</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 – inondations sur 150 ans</li> <li>- 1 – inondations sur 63 ans</li> </ul> <p>Série d'outils (un grand nombre)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'éducation au service de la collecte de données</li> <li>- Un grand nombre de données ne sont pas recueillies (registre national, provincial et local des données sur les risques)</li> </ul> <p>Échelle locale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transfert de connaissances</li> </ul>
-------------------	--

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Traduction</li> <li>- Favoriser le dialogue entre les groupes de travail et les intervenants locaux</li> <li>- Public cible</li> <li>- Information des politiciens locaux</li> <li>- Accroître la souplesse dans l'utilisation des terres</li> </ul> <p>Personnes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Je ne connais pas les données?</li> <li>- Comment la personne perçoit-elle la RRC à travers les histoires réelles et différentes perspectives?</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Double emploi en raison du manque de sensibilisation → dresser une liste des personnes ressources → personnes, connaissances et équipement existants (échange de connaissances)</li> <li>• Favoriser le dialogue entre les services d'incendie et les entreprises sur leurs activités liées aux risques</li> <li>• Présenter des experts en matière de risque dans le cadre de l'échange croisé de compétences entre universités</li> <li>• L'ensemble des provinces et des municipalités se réunissent et doivent consacrer des fonds à la construction d'immeubles suivant des normes qui permettent de réduire les risques</li> <li>• Traiter les incidences financières de la gestion des risques de la manière la moins coûteuse possible n'est pas la meilleure manière</li> <li>• Définir la gestion de risque</li> <li>• Étude de l'Université Royal Roads – Économies réalisées grâce aux mesures prises dans le cadre du développement économique et de la planification civique</li> <li>• Enseigner les affaires liées aux catastrophes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La base se situe dans les collectivités – discuter de stratégies visant à réduire et à se préparer aux incidences physiques, psychologiques et émotionnelles</li> <li>• Changer la culture – la voie à suivre n'est pas de continuer à faire « ce qui a toujours été fait ». Par exemple, les garderies près de voies ferrées doivent être protégées des dangers liés au transport de matières dangereuses</li> <li>• Les conséquences personnelles sont plus percutantes dans ces temps-là, car c'est à la personne de gérer tous les risques</li> <li>• Les municipalités doivent avoir la maîtrise de l'utilisation des terres</li> <li>• Il existe différentes manières de s'engager vis-à-vis de la préparation aux catastrophes; par exemple être fier de la façon dont sa maison est construite et de son état de préparation, et utiliser les médias sociaux et les jeux pour y arriver</li> <li>• Premièrement, votre planification urbaine et technique doit inclure la RRC</li> <li>• Un soutien précoce après une catastrophe</li> <li>• Connaissances des résidences locales : ne pas seulement les tirer des livres, mais en discuter</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Attentes interdisciplinaires – le milieu universitaire doit travailler à la RRC</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Kyoto – changements climatiques</li> <li>• Cadre de Sendai – La préparation aux urgences et l’appel à l’action à toutes les personnes, aux gouvernements, aux groupes, etc. → doivent faire l’objet d’une campagne de marketing</li> <li>• Campagne de marketing – Battement de tambour</li> <li>• Campagne de marketing incroyable pour le concept « reconstruire en mieux »</li> <li>• Apocalypse des zombies – préparation</li> <li>• Ludification – Rendre cela amusant</li> <li>• Liste de contrôle</li> <li>• Les entreprises achètent des informations météorologiques pour savoir quoi promouvoir, qu’est-ce que les gens achèteraient si les magasins avaient des listes semblables aux listes de fournitures scolaires?</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les associations techniques pourraient financer des initiatives de sensibilisation du public</li> <li>• Trouver un modèle de sensibilisation à la base de la collectivité, le diffuser et l’intégrer dans les programmes existants</li> <li>• Créer des modules sur la trousse d’urgence pour les 72 premières heures et l’abri sur place</li> <li>• La loi devait être plus stricte pour les écoles et les entreprises en ce qui a trait à l’état de préparation au risque</li> <li>• Changer la culture – mettre l’accent sur la sécurité, réduire les risques</li> <li>• Semaine nationale de la prévention des incendies, le modèle de la Semaine de la gestion des urgences devrait être revitalisé à l’échelle du pays; il n’est pas nécessaire de mener des campagnes, mais fournir des trousseaux d’apprentissage dans les écoles, ce qui permettrait de joindre les personnes directement</li> <li>• Tribune nationale d’échange d’information sur l’existence de programmes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Initiative à l’échelle nationale pour encourager la promotion de la gestion des urgences dans les entreprises; besoin de financement; création d’un centre national de logistique dirigé par le gouvernement et ses partenaires</li> <li>• Sécurité alimentaire – Devrait-il y avoir une quantité minimale obligatoire d’aliments et de fournitures médicales?</li> <li>• À l’échelle nationale – Nécessité de mener une recherche à l’échelle nationale qui fournirait des renseignements dignes de confiance comme la Federal Emergency Management Agency, et utilisation des connaissances pour mener des évaluations des risques; le résultat le plus courant, ce que la collectivité devrait faire</li> <li>• Élaborer des outils – Pour déceler des points sensibles, comme à quel moment doit-on évacuer un hôpital et qui doit s’en charger</li> <li>• Campagne de marketing social dynamique</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• À l’échelle fédérale et provinciale – Donner un aperçu scientifique pour décrire le contexte mondial et national</li> <li>• Normes et lois nationales, registre de tous les biens bâtis et de leur exposition aux risques</li> <li>• Municipalités – Mettre l’accent sur la planification de l’utilisation des terres; chaque municipalité traite l’utilisation des terres d’une manière différente</li> <li>• Défis :</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Financement</li> <li>• Règlements</li> <li>• Programme permanent en matière de RRC pour les planificateurs de l'utilisation des terres; l'information sur la RRC doit passer par les écoles</li> <li>• Affecter les ressources selon les risques</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cartes nationales des inondations</li> <li>• Autres outils – risque financier lié à un emplacement précis – site Web</li> <li>• Trousses d'outils sur l'utilisation des terres (responsabilité de la municipalité)</li> <li>• Guide des pratiques exemplaires énumérant les meilleures façons d'inciter les municipalités à atténuer les risques</li> <li>• Trousses d'outils éducatives pour les jeunes dans les écoles</li> <li>• Des personnes célèbres ou des artistes communiquent les messages</li> <li>• Éduquer par l'intermédiaire des associations communautaires, religieuses, de services</li> <li>• Élaboration des programmes postsecondaires</li> <li>• Soutenir la collaboration entre les Premières Nations et les municipalités, par exemple, les premiers intervenants, et échanger des pratiques exemplaires en matière de formation et d'exercices, ainsi que les leçons apprises</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Incitatifs aux propriétaires – aspect financier, par exemple % des AAFCC</li> <li>• Encourager les collectivités locales à cerner les risques</li> <li>• Le gouvernement fédéral doit communiquer ses données</li> <li>• Pour l'achat d'une propriété, faire la recherche dans l'ensemble de données sur les risques de la même façon que sur les aspects juridiques</li> <li>• Outils de distribution qui permettent de comprendre facilement les données</li> <li>• L'information du public comprend les écoles</li> <li>• Assurer la liaison avec la collectivité pour ce qui est de l'atténuation des risques en vue du renforcement des capacités</li> </ul>
	<p>Compréhension locale des risques de catastrophes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Double emploi en raison du manque de sensibilisation. Suivi des ressources existantes et échange des connaissances – les personnes, les connaissances et l'équipement</li> <li>• Favoriser le dialogue entre les entreprises (p. ex. les services d'incendie) sur les risques sur lesquels ils mettent l'accent</li> <li>• Présenter des experts en matière de risque dans le cadre de l'échange croisé de compétences entre universités</li> <li>• L'ensemble des provinces et des municipalités doivent consacrer des fonds à la construction d'immeubles suivant des normes qui permettent de réduire les risques – Normalisation</li> <li>• La meilleure manière n'est pas de traiter les incidences financières de la gestion des risques de la manière la moins coûteuse possible</li> <li>• Définir gestion de risque</li> <li>• Étude de l'Université Royal Roads – Économies réalisées grâce aux mesures prises dans le cadre du développement économique et de la planification civique</li> <li>• Enseigner l'histoire des catastrophes</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les associations d'ingénieurs devraient financer des initiatives d'éducation du</li> </ul>

	<p>public</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Trouver un modèle d'éducation à la base de la collectivité et le diffuser – l'intégrer aux programmes existants</li> <li>• Créer des modules sur la trousse d'urgence pour les 72 premières heures et l'abri sur place</li> <li>• La loi devait être plus stricte pour les écoles et les entreprises en ce qui a trait à l'état de préparation au risque</li> <li>• Changer la culture – Mettre l'accent sur la sécurité, réduire les risques</li> <li>• Adoption du modèle de la Semaine nationale de la prévention des incendies à l'échelle du pays. Campagne nationale revitalisée pour la semaine de la gestion des urgences. Distribuer des trousseaux d'apprentissage dans les écoles. Pouvoir joindre les personnes et les organisations directement</li> <li>• Tribune nationale d'échange d'information les programmes en place</li> <li>• 211, 311, 411 – Campagnes dans les médias sociaux (affichettes de porte, messages communs utilisés par les services de police, les ambulanciers et les pompiers)</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Initiative à l'échelle nationale pour encourager la promotion de la gestion des urgences dans les entreprises – besoin de financement – création d'un centre national de logistique dirigé par le gouvernement et les partenaires</li> <li>• Sécurité alimentaire – Devrait-il y avoir une quantité minimale légalement obligatoire pour ce qui est des aliments, des fournitures médicales</li> <li>• À l'échelle nationale – Nécessité de mener une recherche à l'échelle nationale qui fournirait des renseignements dignes de confiance (comme la Federal Emergency Management Agency), et traduction des connaissances en actions. Évaluations des risques. Résultat le plus courant – que devrait faire la collectivité?</li> <li>• Élaborer des outils – Pour déceler des points sensibles (à quel moment doit-on évacuer un hôpital et qui doit s'en charger?)</li> <li>• Campagne de marketing social dynamique</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gouvernement :</li> <li>• Site Web du gouvernement</li> <li>• Médias</li> <li>• Planifier ce que feront les gens</li> <li>• Études</li> <li>• Industrie</li> <li>• Psychologie de la personne en situation de catastrophe</li> <li>• Effet d'entraînement des sources dignes de confiance</li> <li>• Organisme communautaire</li> <li>• ONG</li> <li>• FAA</li> <li>• Autres pays (Cuba, Haïti, Chili)</li> </ul>

Priorité n° 4 : Renforcer l'état de préparation aux catastrophes pour intervenir de manière efficace et pour « reconstruire en mieux » durant la phase de rétablissement, de remise en état et de reconstruction

*Question 4 : Quelles mesures pourraient compter le plus dans la mise en place d'un processus entièrement participatif pour la préparation de systèmes nationaux communs de prévision et d'alerte*

*rapide multisectoriels et multirisques qui sont axés sur les personnes et accessibles par les collectivités, et qui devrait appliquer ces mesures?*

**Q 4**

- Mobilisation des diverses populations (p. ex. les jeunes).
- Stratégie de communication pour les citoyens qui ne parlent pas anglais couramment.
- État de préparation individuel – pourrait être difficile pour certaines personnes.
- Processus éducatif – enfants dans les écoles, communication.
- Les administrations locales jouent un rôle clé.
- Information provenant des autorités – traduire l’information pour qu’elle soit claire et pratique.
- Communication non verbale.
- Préciser les rôles et les points sensibles.
- Solution technique (de faible et de haute technologie) pouvant être utilisée par de nombreux intervenants (langage simple et images).
- Axée sur les citoyens, source ouverte, validée par la science, avis comprenant des messages pouvant sauver des vies.
- Doit accompagner le processus éducatif pour une meilleure compréhension et une meilleure préparation (langue).

Partenariats :

- Volonté politique
- Intervenants multiples
- Structure de communication
- Long processus

Technologie

- Modèle
- Visualisation
- Médias sociaux
- Technologie mobile

Collectivité (de l’intérieur et de l’extérieur)

- Volonté politique
- Chefs de file et champions
- Sensibilisation/éducation
- Évaluation des risques axée sur la collectivité

Ressources

- Quelle est la source du financement?
- Tous les ordres de gouvernement

- Les médias sociaux peuvent avoir une incidence de plus en plus importante – authenticité?
- Système de commandement d’intervention – voix unique
- C’est le rôle du gouvernement fédéral de créer un environnement qui favorise l’efficacité des médias sociaux
- Marquer les sources fiables

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Systèmes d’alerte</li> <li>• Connaître les risques locaux est une responsabilité individuelle</li> <li>• Comprendre le risque – Pas dans ma cour</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Du bas vers le haut – de l’échelle municipale à l’échelle nationale</li> <li>• Langues diverses – Normes et représentations symboliques</li> <li>• Fédération canadienne des municipalités et organisations provinciales et municipales</li> <li>• Politique de diffusion de l’information</li> <li>• Environnement Canada doit émettre les avis de 24 et 48 heures afin d’éliminer la dépendance à l’égard du secteur privé</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation du public – systèmes d’alerte rapide</li> <li>• Avertissements généralisés (téléphones cellulaires)</li> <li>• Séances de détermination des enjeux</li> <li>• Nécessité de se concentrer sur la prochaine génération, mais également sur les outils pour la génération actuelle</li> <li>• Information sur les rôles et les responsabilités</li> <li>• La participation doit-elle être entière? – Cela pourrait ne pas être toujours approprié</li> <li>• La prévention des incendies – Un excellent exemple</li> <li>• Connaître et comprendre les risques et les incidences</li> <li>• Prévoir et prendre des décisions et croire que la situation se produira</li> </ul>
	<p>Infrastructures</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Il faudrait des systèmes nationaux pour répondre en cas de pannes dans les infrastructures essentielles</li> <li>• Mettre l’accent sur l’infrastructure par rapport à sauver des vies</li> <li>• Examiner la manière dont les décisions concernant l’infrastructure influent sur les personnes</li> </ul> <p>Étendue des responsabilités</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les systèmes doivent-ils avoir une portée nationale?</li> <li>• L’imposition fédérale ne fonctionnera pas – Nécessité d’une intervention horizontale et commerciale</li> </ul> <p>Données</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Il est possible d’en arriver à un consensus concernant les besoins en matière de données; cependant, il y a des lacunes dans la collecte et le maintien des données.</li> </ul> <p>Il faudrait une autorité pour négocier les rôles relatifs et les systèmes de collaboration</p>
	<p>Paramètres</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Obtenir des statistiques peut permettre de mieux informer les gens et d’avoir une meilleure incidence sur eux.</li> </ul> <p>Les données existent, mais...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Qui recueille les données, les maintient et les interprète?</li> <li>• Qui en est le gardien?</li> <li>• Obtenir les données sur les risques d’incrédulité individuelle et agir en</li> </ul>

	<p>conséquence</p> <p>Transfert de l'information</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Problématique</li> <li>• Ne pas en faire des points/bilatéral</li> <li>• Le Programme national d'atténuation des catastrophes, par exemple</li> <li>• La diffusion des connaissances est essentielle (tout comme l'acquisition des connaissances)</li> <li>• Des possibilités, qui n'entraînent pas seulement la peur</li> </ul>
	<p><u>Qui?</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• À l'échelle nationale et fédérale (nécessité de systèmes axés sur la collectivité permettant l'accès à des ressources nationales, par exemple à de l'équipement de pompier</li> <li>• Nécessité de connaître les capacités actuelles et la manière dont elles sont liées aux lacunes</li> </ul> <p><u>Mesure</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Comprendre les déclencheurs et planifier en conséquence</li> <li>• L'alerte précoce peut avoir de multiples définitions, par exemple les connaissances traditionnelles</li> <li>• Mettre l'accent sur les prévisions et la planification, et non seulement sur les interventions</li> <li>• Lacunes présentes (financement)</li> <li>• Nous avons tendance à faire des interventions de type silo</li> <li>• réactives, ponctuelles</li> <li>• Il y a même quelquefois des obstacles liés aux compétences et aux responsabilités qui empêchent d'intervenir de manière efficace</li> </ul>
	<p>Collaboration interdisciplinaire</p> <p>Les partenaires, le gouvernement, les milieux universitaires et les collectivités</p> <p>Le dialogue – long processus</p> <p>Base de la compréhension</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Partenariats – À l'échelle des gouvernements, des collectivités, des milieux scolaires et universitaires</li> <li>• Outils techniques disponibles, modèle de navigation</li> <li>• Prévisions – modèle</li> </ul> <p>Le mettre à la disposition des collectivités</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourquoi la municipalité en permet-elle l'élaboration?</li> <li>• Mesures d'atténuation et résilience</li> <li>• Stratégies en matière d'infrastructure</li> </ul> <p>Demeurer en état d'alerte</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les gens doivent être au courant des risques possibles – mesures à prendre, informer les gens en petits groupes</li> <li>• Ne savent pas ce qu'ils doivent faire au juste de cette information</li> </ul>

- À l'échelle municipale, évaluer les risques, mobiliser la collectivité
- Manque de ressources

Apprendre des événements passés, des groupes de médias sociaux – apprentissage virtuel

- [préparation virtuelle]
- Connexion sociale, sensibilisation et information pour comprendre les risques
- Les enfants, les jeunes
- Ressources provenant du plus haut niveau de gouvernement

Alerte précoce

- L'information sur le terrain s'élargit, échange d'images
- Service 911 – de prochaine génération. 911. Possibilité
- Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes – Comment envoyer des alertes sur les téléphones cellulaires?
- Comment mobiliser le public?
- Avertissement de tornade provenant de
- Les fournisseurs de cellulaires aux États-Unis ont été poussés dans ce sens
- Crue éclair

Information presque en temps réel, plateforme cybernétique

- Fermetures – Qui a accès à l'information – information inexacte?

Champions

- Leadership
- Une trop grande quantité d'information est envoyée
- La peur – sujet très sérieux
- Niveau de crédibilité

Plus grand problème.

- Informations techniques destinées aux collectivités, 100 ans d'inondations, 63 % de chances que des inondations se produisent
- Compréhension commune et mesures utiles

Ce que doivent affronter les collectivités rurales

- Facebook
- Twitter
- Ne reçoit pas l'information sur l'alerte précoce

Alerte précoce

- Que doit faire la collectivité si elle reçoit une alerte?

Éducation – les enfants, les jeunes

- Plans de leçon
- Outils d'expérimentation
- Savoir qui travaille dans la collectivité

	<p>Australie – l’animateur a généré 5 %, fonds de contrepartie</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contribution des syndicats, communications locales</li> </ul> <p>Créer un système de réflexe, tout le monde est au courant</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Obtenir de l’aide auprès d’un organisme local</li> <li>• Conseils de parents dans les écoles</li> <li>• Langue</li> <li>• Immigration</li> <li>• Incapacités</li> </ul> <p>Nécessité de se mobiliser</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Différentes sources</li> </ul> <p>Programme éducatif pour les jeunes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rencontres communautaires</li> <li>• Représentant de la collectivité à un niveau plus bas</li> </ul> <p>Les gens doivent savoir qu’ils se mettent eux-mêmes en danger</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Nécessité de se préparer</li> <li>• Les citoyens ont des responsabilités</li> <li>• Sirènes de raid aérien</li> </ul> <p>Éduquer – Au sujet des risques météorologiques</p> <p>Préparer un jeu vidéo sur ce qu’il faut faire en cas d’urgence</p> <p>Partenariats avec les médias</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Radio</li> <li>• Sociaux</li> <li>• Élaborer de bonnes ressources dans lesquelles les gens peuvent avoir confiance</li> <li>• Environnement Canada – Système d’alerte national, chaque province doit aussi diffuser l’alerte</li> <li>• Savoir ce qu’il faut faire quand on reçoit une alerte</li> <li>• Les trousse de bienvenue des collectivités doivent comprendre de l’information sur ce qu’il faut faire en cas de catastrophe – Planification municipale</li> </ul> <hr/> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Communication</li> <li>• Communication à plusieurs volets</li> <li>• Traduire les aspects techniques</li> <li>• Initiation à la compréhension des aspects de base</li> <li>• Initiation à ce que constitue une information importante</li> <li>• Communication</li> <li>• Sirènes (transitoires)</li> <li>• Médias – sociaux + limites (personnes âgées) + confiance (personnes débrouillardes) + panique et peur</li> </ul>
--	---

	<p>Information</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Éducation : écoles (enfants), jeunes</li> <li>• Sensibilisation : information sur le risque</li> <li>•</li> </ul> <p>Communication</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Partenariats avec les médias</li> </ul> <p>Technologie</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Alerte</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Planifier pour 5 ans et plus</li> <li>• Twitter présente de vieilles nouvelles</li> <li>• Le blogage est fait (?)</li> <li>• Les enfants du millénaire dirigent notre société</li> <li>• En qui la génération Y a-t-elle confiance?</li> <li>• Moins dans le gouvernement que dans leurs pairs</li> <li>• Élément essentiel – établir la confiance dans le monde virtuel</li> <li>• Qui? Cela n’est pas important, mais c’est probablement le secteur public</li> <li>• Quelle définition – élaboration de normes – des risques présenter au public?</li> <li>• Multiculturel</li> <li>• Multilingue</li> <li>• Axée sur la collectivité</li> <li>• Susciter la volonté d’agir et de changer les comportements</li> <li>• Éducation – L’infrastructure doit pouvoir soutenir les alertes</li> <li>• Cibler les avantages des besoins sociaux</li> <li>• Plateformes de connexion et partenaires pour aider à diffuser le bon message</li> <li>• Outils et politiques interdisciplinaires à l’intention des utilisateurs</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les risques adaptés à la collectivité</li> <li>• La sensibilisation est un élément clé</li> <li>• Partenariats avec les médias</li> <li>• Modèle du système d’alerte AMBER?</li> <li>• Planification du déploiement, dernier appel téléphonique</li> <li>• Former des partenariats à tous les niveaux</li> <li>• Communication et sensibilisation</li> <li>• Réseaux sociaux</li> <li>• Échange des connaissances à l’échelle nationale</li> <li>• Plateforme pour l’échange d’outils Web</li> <li>• Utiliser des symboles plutôt que des mots → Diverses langues</li> <li>• Médias sociaux</li> <li>• Des cadres souples peuvent être adaptés aux besoins</li> <li>• Abolir les obstacles liés aux compétences + pensée territoriale</li> <li>• Obtenir de l’information est une responsabilité individuelle</li> <li>• Adopter une approche inclusive des processus d’élaboration des lois et des politiques</li> <li>• Surveillance à long terme du profil de risque + étude de cas + zones à risques élevés → des risques passés aux futurs</li> </ul>

- Maintenir des systèmes de surveillance météorologiques, aquatiques et géologiques, dans le cadre d'une entente d'échange de données incluant plusieurs administrations
- Mettre en œuvre un modèle de réseaux de type Neptune + Vénus
- Prévoir les risques
- Bâtir un système national et déterminer qui fera quoi
- Ce que le pays devrait faire

#### Ressources techniques

- C'était difficile de le faire maintenant et difficile de ne pas être submergé
- Deux bonnes références de bonnes stratégies de communication : Haïti + Cuba + Chili,
- Applications, radio, télévision
- Organisations non gouvernementales à faible technologie
- Doivent tout de même être coordonnées
- Les organismes gouvernementaux ne peuvent pas tout faire
- Rapports de communication fondés sur la technologie GPS
- Environnement Canada + fonctionnement de la météo
- Autocollants de l'application fondée sur la technologie
- Annonces concernant la santé, utiliser les mêmes déclencheurs et les mêmes termes
- Moment opportun – trop tard
- Davantage de prévisions
- Systèmes multimodes – sirènes, messagerie texte, systèmes d'appels téléphoniques (Sécurité publique Canada)

#### Organisme de bienfaisance

- Ne pas retourner à un système unique – nombre croissant de sources
- Les sources doivent être dignes de confiance, l'expert-conseil fiable
- Diverses langues
- Système au sein d'un réseau concret
- Approche consolidée
- Disposer de différents outils
- Des mots plutôt que des expressions, des avertissements plutôt que des alertes

#### Mode d'emploi

- Renforcer les sources dignes de confiance
- Comment fonctionnons-nous? – Données sensorielles
- La manière dont fonctionne et réagit notre cerveau – aspects psychologiques
- Que vont-ils faire?
- Systèmes adaptés au type de catastrophe, par exemple les vagues de chaleur par rapport aux inondations
- Ignorer le tissu social, rural et urbain
- Rédiger en fonction d'une faible technologie à une haute technologie
- Langues + traduction
- Éducation, exercices, simulations

- |  |   |
|--|---|
|  | <ul style="list-style-type: none"><li>• Diffuser l'information par l'intermédiaire des enfants, l'intégrer dans les programmes en place</li></ul> |
|--|---|

# Annexe B

## Processus de planification de l'utilisation des terres

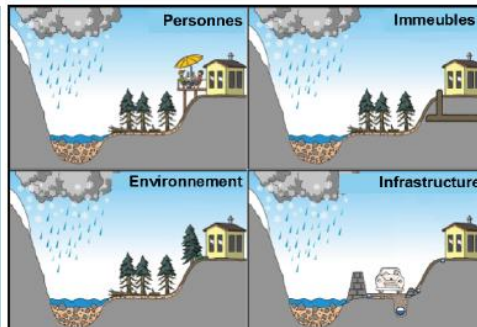
### Obtenez un mandat et constituez une équipe

Obtenez un mandat concernant la gestion des risques et constituez une équipe pour faire avancer les choses



### 1.0 Établissez vos besoins

1.1 Définissez les résultats souhaités et les priorités

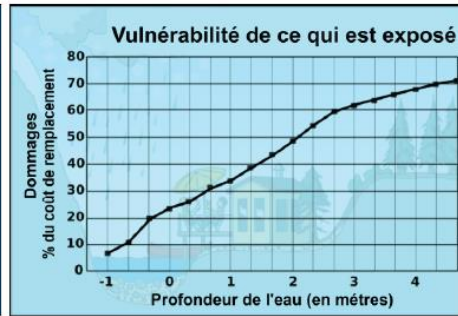


1.2 Obtenez les renseignements et les ressources nécessaires, y compris l'expertise, les outils de réduction des risques, les règlements et les processus



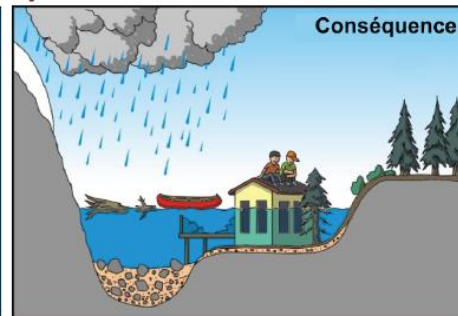


3.2 Déterminez le degré de vulnérabilité de ces personnes et de ces choses par rapport au danger



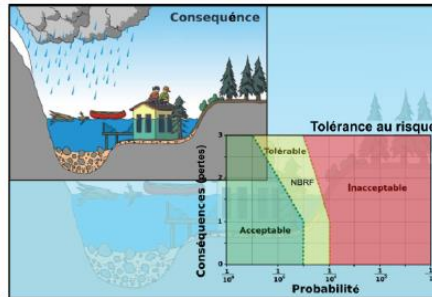
#### 4.0 Calculez les pertes potentielles

4.1 Pour les dangers probables qui sont source de préoccupation, déterminez la mesure dans laquelle les personnes et les choses exposées à des événements potentiels subiront des dommages ou seront en sécurité (conséquences)

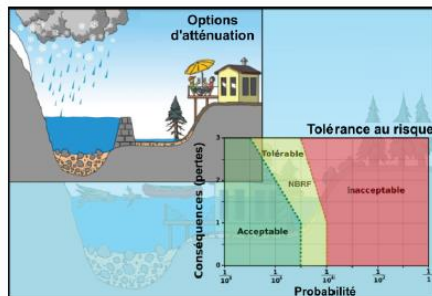


#### 5.0 Recommandez une utilisation sécuritaire des terres

5.1 Déterminez si les pertes potentielles sont acceptables



5.2 Au besoin, déterminez comment réduire les pertes potentielles à des niveaux acceptables et évaluez les coûts-avantages de ces mesures



5.3 Formulez des recommandations en matière d'aménagement dont le risque est acceptable



## 6.0 Surveillez la réussite des décisions

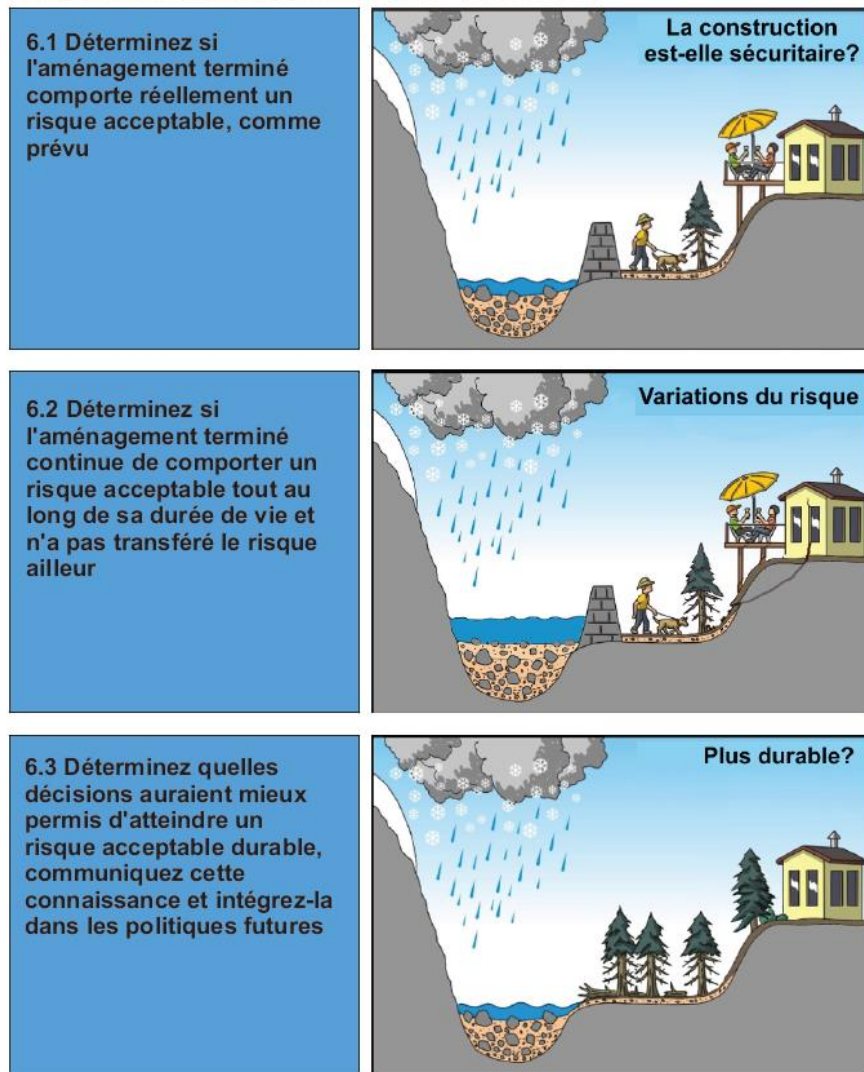


Figure 2. Séquence des exigences en matière de connaissances aux fins de la gestion des risques liés à l'utilisation des terres

